

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

| | UN AN | SIX MOIS |
|--------------------------|--------------------|----------|
| Togo, France et Colonies | 35 fr. | 20 fr. |
| Etranger | 50 fr. | 30 fr. |
| | Pays à demi-tarif | 60 fr. |
| | Pays à plein tarif | 35 fr. |

Prix du numéro

Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

| | |
|--|---------|
| La ligne | 2 fr. |
| Minimum | 10 fr. |
| La page | 200 fr. |
| Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum | 10 fr. |

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 23 septembre 1934**, portant application aux colonies du décret du 24 octobre 1933 relatif à l'arrondissement des dépenses publiques au franc inférieur. (Arrêté de promulgation du 29 octobre 1934). 620.
- Décret du 25 octobre 1934**, portant modification au régime des frais de transport et de déplacement en France du personnel relevant du ministère des colonies. (Arrêté de promulgation du 5 décembre 1934). 623
- Décret du 8 novembre 1934**, portant extension aux colonies et territoires sous mandat français du Togo et du Cameroun, à l'exception des Antilles et de la Réunion, de la loi du 4 février 1934 relative au code civil. (Arrêté de promulgation du 7 décembre 1934). 624

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 25 mai 1934**, portant modification aux emplois figurant au tableau 2 annexé à l'arrêté local N° 248 du 21 juin 1929 relatif à l'affectation spéciale. 625
- Arrêté du 30 août 1934**, fixant les taxes et frais de justice en matière indigène au Togo. 626
- Arrêté du 30 août 1934**, complétant le tableau 1 annexé à l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le Territoire du Togo, des produits de toute origine ou provenance. 627 ✓

- Arrêté du 20 novembre 1934**, fixant la date de fermeture de la campagne du maïs. 629 ✓
- Arrêté du 21 novembre 1934**, rapportant celui du 4 août 1928 attribuant des indemnités au personnel de l'agence économique des Territoires africains sous mandat. 630
- Arrêté du 23 novembre 1934**, mettant en observation sanitaire les passagers en provenance de la Gold-Coast. 630
- Arrêté du 23 novembre 1934**, portant organisation au Togo d'un service des Travaux publics, du chemin de fer et du wharf. 631
- Arrêté du 23 novembre 1934**, portant organisation intérieure du service des Travaux publics du chemin de fer et du wharf. 632
- Arrêté du 23 novembre 1934**, déterminant les conditions dans lesquelles doivent s'effectuer les opérations de constatation de l'ordonnancement des recettes et dépenses des budgets local et annexe dont le contrôle, la centralisation et la liquidation sont dévolus au service des Travaux publics, du chemin de fer et du wharf. 633
- Arrêté du 24 novembre 1934**, portant suppression d'indemnités. 634
- Arrêté du 24 novembre 1934**, portant réduction d'indemnités. 635
- Addendum à l'arrêté du 24 novembre 1934**, portant réduction d'indemnités. 642
- Arrêté du 24 novembre 1934**, portant ouverture et annulation de crédit au budget primitif 1934 de la commune mixte de Lomé. 643
- Arrêté du 26 novembre 1934**, portant réglementation nouvelle des bourses accordées aux élèves indigènes des écoles officielles du Togo et des allocations attribuées aux jeunes métis résidant au Territoire. 643

| | |
|---|-----|
| Décision , du 26 novembre 1934, chargeant M. L'Administrateur en chef FRAU, de l'expédition des <i>affaires courantes et urgentes</i> pendant l'absence du Commissaire de la République. | 645 |
| Arrêté du 26 novembre 1934, nommant un ordonnateur-délégué. | 645 |
| Arrêté du 27 novembre 1934, mettant en <i>observation sanitaire</i> les passagers en provenance de la Côte d'Ivoire. | 645 |
| Arrêté du 4 décembre 1934, approuvant et rendant exécutoires divers rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1934. | 646 |
| Circulaire du 4 décembre 1934, relative au renouvellement des cartes du combattant en 1935. | 647 |
| Actes divers concernant le personnel européen et indigène | 647 |
| Chef du secrétariat général « ad hoc » | 651 |
| Commissions | 651 |
| Commission des marchés | 651 |
| Conseil de contentieux | 651 |
| Conseil de Notables | 651 |
| Enseignement (listes des candidats admis aux examens) | 651 |
| Justice indigène | 652 |
| Retrait de permis de conduire | 653 |
| — Produits pharmaceutiques | 653 |
| Avis aux propriétaires de véhicules automobiles | 653 |
| Avis aux navigateurs | 653 |
| Avis aux compagnies d'assurance | 653 |
| Wharf de Lomé | 654 |
| Domaines | 654 |
| Bulletin météorologique du mois d'octobre 1934 | 657 |
| Etat des mouvements de la navigation des ports de Lomé et d'Aného pendant le mois de novembre 1934. | 659 |

PARTIE NON OFFICIELLE

| | |
|-----------------------|-----|
| Foire du Havre | 660 |
| Annonces | 660 |

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrondissement des dépenses publiques au franc inférieur

ARRETE N° 547 promulguant au Togo le décret du 23 septembre 1934 portant application aux colonies du décret du 24 octobre 1933 relatif à l'arrondissement des dépenses publiques au franc inférieur.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 septembre 1934 portant application aux colonies du décret du 24 octobre 1933 relatif à l'arrondissement des dépenses publiques au franc inférieur;

ARRETE

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 23 septembre 1934, portant application aux colonies du décret du 24 octobre 1933 relatif à l'arrondissement des dépenses publiques au franc inférieur.

Lomé, le 29 octobre 1934.

BOURGINE.

APPLICATION aux colonies du décret du 24 octobre 1933 relatif à l'arrondissement des dépenses publiques au franc inférieur.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu les lois, ordonnances et décrets organiques des colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 423;

Vu les décrets du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les décrets du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo et au Cameroun;

Vu l'article 121 de la loi de finances du 31 mai 1933;

Vu le décret du 24 octobre 1933 concernant l'arrondissement des dépenses publiques au franc inférieur;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret susvisé du 24 octobre 1933 est rendu applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Rambouillet, le 23 septembre 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

Le ministre des finances,

Germain MARTIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres des finances et du budget;

Vu l'article 121 de la loi de finances du 31 mai 1933 ainsi conçu : « Lorsque la liquidation des dépenses à la charge de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics fera apparaître des centimes, les sommes résultant de cette liquidation pourront être arrondies au franc immédiatement inférieur.

« Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables aux arrérages de la dette publique de l'Etat autre que la dette viagère, ni au service des emprunts des collectivités publiques.

« Dans le délai de trois mois, des décrets détermineront pour chaque administration les conditions et les modalités d'application du présent article ».

Vu le décret du 31 mai 1862 portant règlement général sur la comptabilité publique et les textes l'ayant modifié;

Vu le décret du 31 juillet 1925 relatif à la retenue de 6 p. 100 pour pensions sur les traitements ou allocations des fonctionnaires civils;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Lorsque la liquidation des dépenses à la charge de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics, des colonies et des pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, fait apparaître des centimes, les sommes résultant de cette liquidation sont arrondies au franc immédiatement inférieur sous réserve des exceptions indiquées à l'article 11 du présent décret.

ART. 2. — La réduction prévue à l'article 1^{er} est effectuée par le service liquidateur, sauf dans les cas visés à l'article 10 et porte sur les sommes dues à chaque créancier.

ART. 3. — Quand une dépense payable sur production d'une ordonnance ou d'un mandat budgétaire doit être imputée sur plusieurs chapitres la réduction est opérée sur chacune des parties de la créance qui est imputable sur un chapitre distinct.

Si une dépense doit être imputée sur plusieurs articles d'un même chapitre budgétaire ou sur plusieurs paragraphes d'un même article, la réduction, opérée comme il est indiqué ci-dessus, affecte la somme imputable sur l'article ou sur le paragraphe dont le numéro d'ordre est le plus faible.

ART. 4. — Pour les dépenses qui ont été liquidées au titre de plusieurs chapitres budgétaires avant la clôture de leur exercice d'origine et qui ont été arrondies au franc au moment de cette liquidation, la réduction ainsi opérée n'est pas modifiée si ces dépenses sont ultérieurement réimputées sur un chapitre d'exercice clos ou d'exercices périmés.

ART. 5. — Sous réserve des dispositions contenues à l'article 6, les dépenses qui ne sont pas payables sur production d'ordonnances ou de mandats budgétaires sont arrondies comme il est indiqué ci-après.

Si ces dépenses comprennent plusieurs éléments dont chacun doit être imputé à un compte différent ou à une subdivision de compte distincte par les comptes de la collectivité ou de l'établissement débiteur, chacun de ces éléments est arrondi au franc immédiatement inférieur.

Si des paiements de nature différente doivent être inscrits en dépenses au même compte ou à la même subdivision de compte, chacun doit, néanmoins, être arrondi séparément.

ART. 6. — Les dépenses qui sont payées avant d'être ordonnancées sont arrondies d'après l'imputation définitive qu'elles sont destinées à recevoir.

En ce qui concerne les dépenses réglées par des régisseurs d'avances, la réduction au franc est opérée, suivant les cas, par chapitres, par comptes, par subdivisions de comptes ou par natures de dépenses, comme si les titres de paiement établis au profit des régisseurs avaient été émis directement aux noms des bénéficiaires définitifs.

Sous réserve des exceptions indiquées à l'article 11 ci-dessous, les dépenses qui sont comprises dans des revues de liquidation sont arrondies par chapitres d'après l'imputation budgétaire qu'elles doivent recevoir.

ART. 7. — Lorsque des dépenses donnent lieu à des retenues, celles-ci sont déduites des créances principales avant toute réduction au franc, si elles ne doivent pas être comprises dans le montant des titres de paiement concernant ces créances.

La réduction porte sur le reliquat ou sur les portions de ce reliquat qui doivent être arrondies séparément. Les retenues comprises dans les mêmes titres de paiement que les créances principales, sont déduites ultérieurement sans qu'il soit opéré de nouvelles réductions au franc.

Lorsque des dépenses doivent être réglées sans que des titres de paiement soient établis aux noms des parties prenantes, les retenues à déduire avant la réduction au franc sont déterminées par analogie avec ce qui est prévu pour les dépenses de même nature qui font l'objet d'ordonnances, de mandats ou d'ordres de paiement émis aux noms de créanciers.

ART. 8. — Lorsque des retenues doivent être calculées en fonction du montant des créances principales, les sommes arrondies servent de base au calcul des

retenues qui sont déduites après la réduction de ces créances au franc inférieur.

Les retenues elles-mêmes ne sont jamais arrondies quand elles sont opérées au profit des établissements et collectivités visés à l'article 1^{er} du présent décret ou au profit des pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des affaires étrangères. Celles qui doivent être versées à d'autres bénéficiaires sont réduites au franc inférieur si elles ont été déduites avant l'arrondissement des créances principales.

ART. 9. — Les sommes à ordonnancer au profit du Trésor, conformément à l'article 1^{er} du décret du 31 juillet 1925, sont fixées aux 6/94^e du montant des ordonnances ou mandats émis en vertu du même article, pour le montant net des traitements et allocations.

ART. 10. — Pour les pensions et leurs accessoires, les allocations spéciales aux grands invalides, les indemnités aux pensionnés à 100 p. 100 pour tuberculose, les allocations provisoires d'attente, la retraite du combattant et les dépenses de toute nature qui sont payables sur production de livrets, certificats d'inscription ou autres titres, comportant l'indication, inscrite d'avance, du montant d'échéances successives, il appartient aux comptables payeurs de réduire dans les conditions prévues aux articles 2 et suivants, les sommes dues sur chaque titre de paiement et pour chaque échéance.

ART. 11. — Ne subissent pas l'arrondissement au franc faisant l'objet du présent décret :

1^o — Les paiements effectués au profit des établissements et collectivités désignés à l'article 1^{er} ou au profit des pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des affaires étrangères ;

2^o — Les dépenses qui sont définitivement supportées par les corps de troupe ;

3^o — Les dépenses dont le montant, déterminé selon les règles fixées dans les articles 2 et suivants, est inférieur à 10 francs ;

4^o — Les achats à caisse ouverte et menues dépenses effectués par les officiers gestionnaires ou par les régisseurs d'avances ;

5^o — Les paiements opérés à l'étranger en monnaie locale ;

6^o — Les allocations qui ne sont pas liquidées individuellement et qui sont comprises globalement et numériquement sur des revues de liquidation ;

7^o — Les paiements d'arrérages et de capital afférents soit à la dette publique de l'Etat autre que la dette viagère, soit aux emprunts de toute nature contractés par les collectivités et les établissements publics visés par l'article 1^{er}, soit aux dépôts, consignations et cautionnements reçus par ces établissements et collectivités ;

8^o — Les avances et remboursements correspondant exactement à des dépenses du créancier ;

9^o — Les remboursements et restitutions de sommes indûment payées et les dégrèvements d'impôts ou de taxes ;

10^o — Les dépenses d'assistance énumérées ci-après : secours de chômage, allocations militaires (loi du 31 mars 1928, art. 24), assistance médicale gratuite (loi du 15 juillet 1893), assistance aux vieillards, infirmes et incurables (loi du 14 juillet 1905), assistance aux familles nombreuses (loi du 14 juillet 1913) et assistance aux femmes en couches (lois des 17 juin et 30 juillet 1913).

ART. 12. — Quand un créancier doit percevoir simultanément des sommes pour lesquelles les règles posées dans les articles 2 et suivants ne prescrivent pas des réductions distinctes, mais dont certaines seulement sont comprises dans les exceptions indiquées à l'article 11, le total de ces sommes est arrondi au franc immédiatement inférieur.

ART. 13. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux dépenses qui donnent lieu à la délivrance d'un titre de paiement au créancier et qui ne sont pas visées à l'article 10, quand le titre de paiement a été émis après l'entrée en vigueur de ce décret au lieu de l'émission.

Ces dispositions sont applicables aux dépenses qui ne donnent pas lieu à la remise d'un titre de paiement au créancier et à celles qui sont visées à l'article 10 lorsque ces dépenses sont acquittées après l'entrée en vigueur du présent décret au lieu du paiement.

ART. 14. — Les ministres des finances et du budget et tous les autres ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 24 octobre 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,
Georges BONNET.

Le ministre du budget,
Lucien LAMOUREUX.

LOI du 31 mai 1933 portant fixation du budget général de l'exercice 1933.

ARTICLE 121

Lorsque la liquidation des dépenses à la charge de l'Etat, des Départements, des communes et des établissements publics fera apparaître des centimes, les sommes résultant de cette liquidation pourront être arrondies au franc immédiatement inférieur.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables aux arrérages de la dette publique de l'Etat autre que la dette viagère, ni au service des emprunts des collectivités publiques.

Dans le délai de trois mois, des décrets détermine-

ront, pour chaque administration, les conditions et les modalités d'application du présent article.

Fait à Paris, le 31 mai 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre du budget,
Lucien LAMOUREUX.

Le ministre des finances,
Georges BONNET.

**Régime des frais de transport et de déplacement
en France du personnel relevant du ministère
des colonies**

*ARRETE N° 623 promulguant au Togo le décret du
25 octobre 1934 portant modification au régime des
frais de transport et de déplacement en France du
personnel relevant du ministère des colonies.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1934 portant modification au régime des frais de transport et de déplacement en France du personnel relevant du ministère des colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 25 octobre 1934 portant modification au régime des frais de transport et de déplacement en

France du personnel relevant du ministère des colonies.

Lomé, le 5 décembre 1934.

*P. le Commissaire de la République absent,
l'Administrateur en chef des colonies,
chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes.*

FREAU.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu le décret du 3 juillet 1897 sur les déplacements du personnel colonial et tous actes modificatifs subséquents, en particulier les décrets des 9 octobre 1925, 23 décembre 1926 et 24 août 1930;

Vu l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919;

Vu l'article 77 de la loi du 28 février 1933;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 6 du décret du 9 octobre 1925, modifié par les décrets des 23 décembre 1926 et 24 août 1930, est à nouveau modifié ainsi qu'il suit :

Art. 6. — Pour l'attribution de l'indemnité journalière de route, les journées de déplacement se décomptent par période de vingt-quatre heures, depuis l'heure de départ de la gare ou de la résidence jusqu'à l'heure de retour à la gare ou à la résidence.

Aucune indemnité n'est due pour les absences comportant ou non le découcher, d'une durée égale ou inférieure à sept heures, ni pour les déplacements effectués dans un rayon de 2 kilomètres de la limite extérieure de la résidence.

(Le reste sans changement).

ART. 2. — Les tableaux I et II annexés au décret du 9 octobre 1925, modifiés par les décrets des 23 décembre 1926 et 24 août 1930, sont remplacés par les suivants :

I. — Tarijs de l'indemnité de transbordement des bagages

| CATEGORIE | POUR LE FONCTIONNAIRE | POUR LA FAMILLE voyageant avec son chef ou isolément |
|---|-----------------------|--|
| | francs | francs |
| Gouverneurs généraux, gouverneurs et résidents supérieurs se rendant pour la première fois à leur poste | 277 — | 185 — |
| 1 ^{re} catégorie A | 92 — | 46 — |
| 1 ^{re} catégorie B | 71 — | 28 — |
| 2 ^e catégorie | 46 — | 28 — |
| 3 ^e catégorie | 37 — | 23 — |
| 4 ^e catégorie | 33 — | 18 — |
| 5 ^e et 6 ^e catégorie | 23 — | 14 — |

II. — Tableau des tarifs des frais de déplacement

| GROUPES | JOURNÉE COMPLÈTE | | | | JOURNÉE INCOMPLÈTE | | | | | | | |
|------------|----------------------------------|------------------|-------------------------------------|------------------|--|------------------|---|------------------|--|--------------------|--|--|
| | pendant les 30 premiers jours | | à partir du 31 ^e jour | | Mission sans découcher | | | | Mission avec découcher | | | |
| | | | | | Un repas ou une absence de plus de 7 heures et de moins de 12 heures | | Deux repas ou une absence de plus de 12 heures et de moins de 18 heures | | Absence de plus de 7 heures et de moins de 12 heures | | Absence de plus de 12 heures et de moins de 18 heures | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | Chef de famille | Céli- bataire | Chef de famille | Céli- bataire | Chef de famille | Céli- bataire | Chef de famille | Céli- bataire | | Chef de famille | Céli- bataire | |
| Groupe I | 74,00 | 70,00 | 65,00 | 61,00 | 23,00 | 21,00 | 46,00 | 42,00 | 28,00 | 51,00 | 49,00 | |
| Groupe II | 63,00 | 59,00 | 55,50 | 51,50 | 20,00 | 18,00 | 40,00 | 36,00 | 23,00 | 43,00 | 41,00 | |
| Groupe III | 51,00 | 47,00 | 44,50 | 40,50 | 16,50 | 14,50 | 33,00 | 29,00 | 18,00 | 34,50 | 32,50 | |
| Groupe IV | 37,00 | 33,00 | 31,50 | 27,50 | 11,50 | 9,50 | 23,00 | 19,00 | 14,00 | 25,50 | 23,50 | |

ART. 3. — L'article 2 du décret du 24 août 1930 est complété ainsi qu'il suit :

« En outre, les fonctionnaires titulaires de cartes ou permis de circulation, ou jouissant à titre personnel de réduction de tarif n'ont pas droit au remboursement de frais de transport pour la partie correspondant à l'exonération dont ils bénéficient. En conséquence, les demandes de remboursement de frais de transport seront obligatoirement accompagnées d'une déclaration des fonctionnaires intéressés certifiant qu'ils ne bénéficient pas, à quelque titre que ce soit, d'avantages personnels ou, dans le cas contraire, qu'ils ne bénéficient pas d'autres avantages personnels que ceux dont il est fait état dans la demande ».

(Le reste sans changement).

ART. 4. — Les dispositions du présent décret auront effet à compter du 1^{er} avril 1934. Sont abrogées à compter de la même date toutes dispositions antérieures en tant qu'elles sont contraires ou qu'elles font double emploi avec celles du présent texte.

ART. 5. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 25 octobre 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Le ministre des finances,
Germain MARTIN.

Extension aux colonies et territoires sous mandat français du Togo et du Cameroun à l'exception des Antilles et de la Réunion, de la loi du 4 février 1934 relative au code civil

ARRETE N° 625 promulguant au Togo le décret du 8 novembre 1934 portant extension aux colonies et territoires sous mandat français du Togo et du Cameroun, à l'exception des Antilles et de la Réunion, de la loi du 4 février 1934 relative au code civil.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 8 novembre 1934 portant extension aux colonies et territoires sous mandat français du Togo et du Cameroun, à l'exception des Antilles et de la Réunion, de la loi du 4 février 1934 relative au code civil;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué le décret du 8 novembre 1934 portant extension aux colonies et territoires sous mandat français du Togo et du Cameroun, à l'exception des Antilles et de la Réunion, de la loi du 4 février 1934, relative au code civil.

Lomé, le 7 décembre 1934.

P. le Commissaire de la République absent,
l'Administrateur en chef des colonies,
chargé de l'expédition des affaires courantes
et urgentes.

FREAU.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 8 novembre 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En vue de maintenir l'harmonie entre la législation civile de nos possessions d'outre-mer et la législation civile de la métropole, nous avons estimé, après consultation des chefs des colonies et territoires intéressés, qu'il convenait d'y étendre les dispositions de la loi du 4 février 1934 abrogeant le dernier alinéa de l'article 155 du code civil et modifiant l'article 157.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

Louis ROLLIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Henry LÉMERY.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 22 juin 1919;

Vu, ensemble, les textes promulguant le code civil dans les colonies françaises et sur les territoires du Togo et Cameroun et ceux qui les ont ultérieurement modifiés et complétés;

Vu le décret du 21 novembre 1933 étendant aux colonies la loi du 2 février 1933 modifiant les articles 70, 75, 148, 151, 154, 155, 158, 174, 498 du code civil;

Vu la loi du 4 février 1934 abrogeant la disposition finale du premier alinéa de l'article 155 et modifiant l'article 157 du code civil (dissentiment des père et mère du futur époux mineur);

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue applicable aux colonies, pays de protectorat et aux territoires sous mandat français, du Togo et du Cameroun, à l'exception des Antilles et de la Réunion ou elle a été promulguée par son article 3, la loi du 4 février 1934 susvisée.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et aux journaux officiels des colonies et ter-

ritoires intéressés et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 8 novembre 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Louis ROLLIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Henry LÉMERY.

Voir loi du 4 février 1934 au J. O. R. F. du 6 février 1934 page 1194.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Affectation spéciale

ARRETE N° 51 Mob. Cd portant modification aux emplois figurant au tableau 2 annexé à l'arrêté local n° 248 du 21 juin 1929, relatif à l'affectation spéciale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi sur le recrutement de l'armée;

Vu le règlement d'administration publique du 17 septembre 1930, pour l'application de l'article 52 de la loi sur le recrutement de l'armée;

Vu les instructions du ministre des colonies;

Vu l'arrêté local n° 248 du 21 juin 1929, relatif à l'affectation spéciale et les tableaux annexés à cet arrêté;

Vu l'arrêté local en date du 12 octobre 1933 portant réorganisation du cadre local du personnel européen des travaux publics du territoire du Togo;

Vu l'avis émis par le commandant des forces de police, agissant par délégation du commandant supérieur des troupes de l'A. O. F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ajoutés aux emplois énumérés au tableau 2 annexé à l'arrêté local n° 248 du 21 juin 1929, les emplois énumérés au tableau 2 ter joint au présent arrêté.

ART. 2. — Le chef du secrétariat général et le commandant des forces de police sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera et inséré au journal officiel du Territoire.

Lomé, le 25 mai 1934.

BOURGINE.

(Approuvé par le ministre de la guerre le 25 août 1934 sous n° 6359 1/11 et par le ministre des colonies le 30 octobre 1934 sous n° 1347).

ANNEXE à l'arrêté n° 51 Mob. Cd du 25 mai 1934.

Emplois à ajouter à ceux prévus au tableau 2 annexé à l'arrêté local du 21 juin 1929.

Administrations et grands services publics.

TABLEAU 2 ter.

| Nature des professions ou emplois. | Classes des réserves dans lesquelles les affectations spéciales sont prononcées. | Fonctionnaires ou administrations établissant la demande de classement dans l'affectation spéciale et chargés de la tenue des contrôles des affectés spéciaux. |
|--|--|--|
| TRAVAUX PUBLICS | | |
| Mécanicien et chef ouvrier d'art des cadres réguliers. | S. X. 2 ^e et 1 ^{re} réserves. S. A. 2 ^e réserve. | Chef de service. |
| Dessinateur | S. X. 2 ^e et 1 ^{re} réserves. | |

Vu pour être annexé à l'arrêté n° 248 du 21 juin 1929.

Lomé, le 25 mai 1934.

Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République au Togo,
BOURGINE.

Frais de justice

ARRETE N° 488 fixant les taxes et frais de justice en matière indigène au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 21 avril 1933 portant réorganisation de la justice indigène au Togo;

Vu l'arrêté du 8 avril 1931 rendant applicable au Togo l'arrêté général du 30 janvier 1931 portant règlement en Afrique occidentale française des frais de justice en matière criminelle;

Vu l'arrêté n° 571 en date du 20 novembre 1932 fixant les taxes à percevoir en matière de justice indigène;

Vu la dépêche ministérielle n° 22 en date du 19 mai 1934 sur le régime des frais de justice en matière indigène;

Sur la proposition du chef du service judiciaire;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taxes et frais de justice en matière indigène au Togo sont réglementés d'après les dispositions suivantes :

Matière civile et commerciale

ART. 2. — Tout litige, sauf exceptions prévues à l'article 3, donne lieu, au profit du Territoire à l'acquiescement d'une taxe fixée comme suit :

a) Lorsque l'intérêt en jeu n'est pas susceptible d'évaluation :

25 francs dans les cercles de Lomé, Anécho, Klouto;

15 francs dans les cercles d'Atakpamé, Sokodé;

5 francs dans le cercle de Sansanné-Mango;

b) Lorsque l'intérêt en jeu est déterminé :

2% du montant de la demande, avec minimum de perception de 25 frs. dans les cercles de Lomé, Anécho, Klouto;

1½% du montant de la demande, avec minimum de perception de 15 frs. dans les cercles d'Atakpamé et Sokodé;

1% du montant de la demande, avec minimum de perception de 5 frs. dans le cercle de Sansanné-Mango.

ART. 3. — La taxe est acquittée, avant l'instance, par le demandeur; elle n'est exigible qu'une seule fois devant le tribunal saisi en premier ressort; elle n'est pas due en conciliation.

Les plaideurs dont l'indigence est constatée par l'autorité administrative peuvent être exemptés en tout ou en partie du paiement de la taxe et de tous autres

frais par le tribunal qui motivera cette mesure dans son jugement ou arrêt.

Matière répressive

ART. 4. — Il n'existe, en matière répressive, d'autres taxes que celles prévues dans les articles suivants.

Dispositions communes

ART. 5. — Toute partie qui succombe est condamnée aux dépens, dont le montant est indiqué dans le dispositif du jugement ou de l'arrêt.

Le tribunal peut compenser les dépens et en opérer la ventilation entre les parties succombantes.

ART. 6. — La délivrance aux parties d'une expédition de jugement ou d'arrêt, donne lieu à l'acquittement au profit du Territoire d'un droit forfaitaire de 7 frs. dans les cercles de Lomé, Anécho, Klouto, 5 frs. dans les cercles d'Atakpamé et Sokodé, 2 frs. dans le cercle de Sansanné-Mango.

Les mêmes droits sont dus pour la délivrance aux parties de l'expédition de l'acte constatant, dans les conditions prévues aux articles 5 et 23 du décret du 21 avril 1933, l'accord intervenu entre elles devant le chef ou le président du tribunal en conciliation.

Pour les arrêts du tribunal colonial d'appel, le droit est fixé à 15 frs. Il est perçu en outre, pour chaque expédition, un droit de 5 frs. au profit du greffier de ce tribunal.

Les expéditions délivrées à la requête de l'administration ne donnent lieu à aucune perception.

ART. 7. — Le greffier du tribunal colonial d'appel perçoit une allocation de 1 fr. pour chaque affaire soumise à l'examen de ce tribunal.

ART. 8. — Il est taxé aux témoins, sur leur demande, quand ils sont convoqués hors du lieu de leur résidence, 2 frs. pour chaque journée ou fraction de journée de présence au siège des tribunaux.

Il est, en outre, alloué aux témoins domiciliés à plus de 10 kilomètres une indemnité de déplacement, à l'aller comme au retour, calculée à 0.05 par kilomètre parcouru.

ART. 9. — Il est alloué aux experts, quand ceux-ci n'appartiennent pas à un service relevant de l'administration locale, pour chaque rapport écrit et, en outre, par heure de travail, 20 frs. pour les Européens, 3 frs. pour les indigènes; ce tarif est doublé pour les heures de nuit, c'est-à-dire après 18 heures; il ne peut être taxé au maximum que six heures de jour et 2 heures de nuit.

Lesdits experts perçoivent, en outre, s'ils sont appelés à plus de deux kilomètres de leur résidence, une indemnité de déplacement à l'aller comme au retour calculée à raison de 1 f, 25 pour les Européens, 0 f, 75 pour les indigènes, par kilomètre parcouru.

Les médecins requis par les tribunaux indigènes, quand ils n'appartiennent pas à un service relevant de l'administration locale, reçoivent à titre d'honoraires

les allocations prévues par les articles 15, 16, 17 et 18 de l'arrêté du 30 janvier 1931, portant règlement en Afrique occidentale française des frais de justice en matière criminelle, rendu applicable au Togo par arrêté du 8 avril 1931.

ART. 10. — Un droit de capture fixé à 5 frs. est alloué aux agents de la force publique et aux chefs indigènes qui ont procédé à l'arrestation d'un malfaiteur en exécution d'un mandat ou d'une décision de justice.

ART. 11. — Les allocations prévues aux articles 7 et 10 susvisés, sont à la charge du budget local.

Avance et recouvrement des taxes et frais

ART. 12. — En matière civile et commerciale les frais, autres que la taxe forfaitaire ou proportionnelle prévue à l'article 2, sont avancés en cours d'instance par les parties à la demande de qui il est procédé à la mesure qui entraîne les frais, ou par toutes les parties en cause quand cette mesure est ordonnée d'office par le tribunal.

ART. 13. — En matière répressive, les frais prévus aux articles 8 et 9 susvisés sont avancés par le budget local et le recouvrement en est poursuivi à la diligence de l'administration contre les inculpés condamnés aux dépens.

ART. 14. — Les taxes instituées au profit du Territoire sont perçues par l'agent spécial sur un état de taxation établi par le président du tribunal.

ART. 15. — Les agents spéciaux établissent en fin de mois, un état récapitulatif des recouvrements effectués avec l'indication des numéros et dates des quittances délivrées et de leur inscription au livre-journal. Ceux-ci sont régularisés dans les formes ordinaires.

ART. 16. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires et notamment l'arrêté du 20 novembre 1932.

ART. 17. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1934.

BOURGINE.

(Approuvé par télégramme ministériel n° 194 du 5 décembre 1934).

Droits d'importation

ARRETE N° 478 complétant le tableau I annexé à l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le territoire du Togo des produits de toute origine ou provenance.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le territoire du Togo des produits de toute origine et provenance;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau n° I annexé à l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le territoire du Togo des produits de toute origine et provenance tel qu'il a été modifié et complété par les textes subséquents est complété ainsi qu'il suit :

| DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITES sur lesquelles portent les droits | QUOTITE des droits | OBSERVATIONS |
|---|--|-----------------------|--|
| Munitions | | | |
| 1 ^o — | | | |
| 2 ^o — | | | |
| 3 ^o — Dynamites | valeur | 30% | (1) Les pneumatiques de rechange et les pneumatiques importés isolément sont taxés séparément à leurs droits propres. |
| VOITURES AUTOMOBILES (1) | | | Ne sont pas taxés séparément, lorsque montés sur les voitures ou chassis les pièces et accessoires suivants : |
| I — Pour le transport des personnes | | | Accumulateurs et piles électriques. |
| 1 ^o — Voitures | | | Appareils d'allumage des moteurs à explosion (magnétos, bougies et leurs pièces détachées). |
| carrossées, complètes ou non | | | Appareils d'éclairage et de démarrage électrique des véhicules (démarreurs dinastarts ou dynamoteurs, tableaux de distribution, régulateurs, joncteurs). |
| pesant par unité | | | Avertisseurs phoniques, compteurs et tachimètres, outillage. |
| Moins de 1.100 kilogrammes | — | 10% | Pneumatiques et bandages bloc. |
| De 1.100 kilogrammes à 1.499 kgs. | — | 10% | Roulements à billes. |
| De 1.500 kilogrammes à 1.749 kgs. | — | 10% | Ouvrages d'horlogerie. |
| De 1.750 kilogrammes à 1.999 kgs. | — | 10% | Roues de rechanges, munies ou non de pneumatiques. |
| 2.000 kilogrammes et plus | — | 10% | (2) Pour être considéré comme complet le moteur doit comprendre notamment, en dehors de la partie motrice proprement dite : |
| a) Autobus ou autocars pesant par unité, plus de 2.000 kilogrammes et comportant un emplacement carrossable supérieur à 4 m. 50 | valeur | 10% | Les carters, couvercles ou plaques contenant ou protégeant les organes. |
| b) Autres, pesant par unité : | | | Les raccords aux commandes, les organes de régulation et d'équilibrage de ventilation, de distribution, d'alimentation et de remplissage, notamment des fluides nécessaires au fonctionnement des moteurs, à l'exclusion des réservoirs de carburants. |
| Moins de 850 kilogrammes | — | 10% | |
| De 850 kilogrammes à 1.249 kgs. | — | 10% | |
| De 1.250 kilogrammes à 1.499 kgs. | — | 10% | |
| De 1.250 kilogrammes à 1.749 kgs. | — | 10% | |
| 1.750 kilogrammes et plus | — | 10% | |
| 3 ^o — Carrosseries et partie de carrosseries, garnies ou non | — | 10% | |
| II — Pour le transport des marchandises | | | |
| 1 ^o — Voitures | | | |
| carrossées complètes pesant par unité | | | |
| Moins de 1.150 kilogrammes | — | 10% | |
| 1.150 kilogrammes et plus | — | 10% | |
| 2 ^o — Chassis non carrossés, avec ou sans moteur, garnis ou non de pneumatiques, blocs etc | — | 10% | |
| 3 ^o — Carrosseries et parties de carrosseries garnies ou non | — | 10% | |
| PIÈCES DÉTACHÉES ET ACCESSOIRES D'AUTOMOBILES | | | |
| Moteurs à explosion ou à combustion interne (2) : | | | |
| 1 ^o — Sans équipement électrique ni carburateur (3). | — | 10% | |
| 2 ^o — Avec équipement électrique et/ou carburateur. | — | 10% | |
| Pièces détachées de moteurs à l'exclusion du carburateur et de l'équipement électrique | — | 10% | |
| Carburateurs complets | — | 10% | |

| DÉSIGNATION DES ARTICLES | UNITES sur lesquelles portent les droits | QUOTITE des droits | OBSERVATIONS |
|--|--|-----------------------|--|
| Pièces détachées de carburateur : | | | |
| Pointeaux, gicleurs | valeur | 10% | Les filtres ou épurateurs si le type de véhicule auquel le moteur est destiné le comporte. (3) L'équipement électrique comprend : Les dispositifs d'allumage complets avec les connexions, fils et rampes. Les appareils d'énergie électrique, à l'exclusion des accumulateurs, utilisés soit comme générateurs soit comme moteurs. |
| Autres | — | 10% | |
| Boîtes de vitesse complètes, transmission | — | 10% | |
| Pièces détachées de boîte de vitesse ou de transmission | — | 10% | |
| Pont arrière complet ou en pièces détachées | — | 10% | |
| Appareils thermostatiques | — | 10% | |
| Miroirs rétroviseurs et pare-brises | — | 10% | |
| ROUES | | | |
| En fer ou en acier moulé pour camions destinés à recevoir des bandages ou blocs pleins | — | 10% | |
| Autres, garnies ou non de pneumatiques ou de bandages en caoutchouc | — | 10% | |
| Autres pièces détachées ou accessoires d'automobiles non taxés ailleurs | — | 10% | |
| Chapes, chambres à air et pneumatiques | — | 10% | |
| Bandages et blocs pleins | — | 10% | |
| Appareils d'allumage pour les moteurs à explosion | — | 10% | |
| Magnétos donnant 2 étincelles par tour et autres appareils d'allumage destinés à des moteurs de 6 cylindres et moins, pesant par appareil. | Moins de 2 kilogrammes Au-dessus de 2 kilogrammes | — — | 10% 10% |
| Magnétos donnant 4 étincelles par tour et autres appareils d'allumage destinés à des moteurs de plus de 6 cylindres | — | 10% | |
| Magnétos à allumage jumelé et magnétos à double allumage | — | 10% | |
| Machines dynamos électriques pour l'équipement des véhicules automobiles de toutes sortes | — | 10% | |
| Roulement à billes et pièces détachées de roulement à billes | — | 10% | |

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1934.

BOURGINE.

Arrêté approuvé par dépêche ministérielle n° 40 du 27 octobre 1934.

Campagne du maïs

ARRETE N° 597 fixant la date de fermeture de la campagne du maïs.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGEN D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

Après avis de la chambre de commerce et du service de l'agriculture;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date de fermeture de la campagne d'achat du maïs est fixée au 15 décembre 1934.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 novembre 1934.

BOURGINE.

Suppression d'indemnités

ARRETE N° 598 rapportant celui du 4 août 1928 attribuant des indemnités au personnel de l'agence économique des territoires africains sous mandat.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 1928, réorganisant l'agence économique des territoires africains sous mandat;

Vu l'arrêté du 4 août 1928 attribuant certaines indemnités au personnel de l'agence économique des territoires africains sous mandat;

Vu la dépêche ministérielle 27745 du 17 octobre 1934;

—ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogée, à compter du 1^{er} janvier 1935, la disposition de l'arrêté susvisé du 4 août 1928, allouant une indemnité annuelle de fonctions de 8.000 francs au sous-directeur de l'agence économique des territoires africains sous mandat.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 novembre 1934.

BOUROINE.

Mesures sanitaires

ARRETE N° 599 mettant en observation sanitaire les passagers en provenance de la Gold-Coast.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu le télégramme en date du 21 novembre 1934 du gouverneur de la Gold-Coast notifiant l'existence d'un cas africain de la maladie n° 10 à Kokoben;

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les passagers européens, ou assimilés au sens de l'arrêté du 3 août 1932 fixant les mesures destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo, en provenance de Gold-Coast, débarquant au Togo seront soumis, pendant six jours consécutifs, à une visite sanitaire quotidienne et devront, dans ce but, se présenter chaque matin au médecin de la subdivision sanitaire du port de débarquement. Dans le cas où, avant l'expiration de cette période de six jours, ils désireraient quitter le port de débarquement pour se rendre dans une autre localité du Territoire, ils devront être munis d'un passeport sanitaire délivré par l'autorité sanitaire du point de départ et qu'ils devront présenter à l'autorité sanitaire du point de destination afin d'achever, sous la surveillance de ce dernier, leur période d'observation de six jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans un hôpital, soit dans un lazaret, soit à leur domicile.

Les passagers indigènes, en provenance de Gold-Coast, à destination du Togo, seront soumis à une période d'observation de six jours au lazaret du port de débarquement.

La désinfection des bagages des passagers européens ou indigènes débarquant au Togo pourra être éventuellement prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

Les marchandises débarquées pourront être également, si l'autorité sanitaire le juge utile, soumises à la désinfection.

ART. 2. — Pour assurer sur la frontière terrestre la protection sanitaire de la colonie, un infirmier sera placé au poste de douanes de Kpadapé, cet infirmier fera un premier examen des voyageurs, et les signalera au médecin qui assurera à Palimé la surveillance médicale dans les conditions prescrites pour les voyageurs venant par voie maritime.

La circulation des voyageurs sera interdite entre 17 heures et 6 heures.

Les mêmes mesures seront appliquées au poste de douanes de Batoumé; quoique ce poste appartienne au cercle de Klouto, le cercle de Lomé fournira un infirmier chargé de la visite, en raison de la proximité du poste sanitaire d'Assahoun qui formera le 2^e échelon de contrôle.

ART. 3. — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur du service des voies de pénétra-

tion et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs des cercles de Lomé et Klouto, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 23 novembre 1934.

BOURGINE.

Réorganisation des services des travaux publics, du chemin de fer et du wharf

ARRETE N° 600 portant organisation au Togo d'un service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 5 août 1910 réorganisant le personnel des travaux publics et des mines des colonies autres que l'Indochine, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion ensemble les décrets qui l'ont modifié;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, ensemble les décrets qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 28 février 1923 portant règlement pour l'application du décret du 23 décembre 1922 sur le régime de la propriété foncière au Togo ensemble les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 27 novembre 1929 fixant les attributions et obligations des géomètres;

Vu l'arrêté du 1^{er} août 1927 déterminant les services et bureaux du commissariat de la République et fixant leurs attributions, ensemble les arrêtés qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 16 septembre 1926 organisant le service radioélectrique au Togo; ensemble les textes qui l'ont modifié et notamment l'arrêté du 18 février 1927;

Vu les arrêtés des 29 juin 1926 créant le garage central de Lomé; ensemble tous textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 21 mars 1932 plaçant le garage central sous la direction du chef du service des travaux publics ensemble l'arrêté du 30 octobre 1933 organisant au territoire du Togo le service industriel des transports administratifs;

Vu l'arrêté du 2 mars 1932, réorganisant le service des travaux publics;

Vu l'arrêté du 10 octobre 1932 fixant certaines attributions du service des travaux publics;

Vu l'arrêté du 5 novembre 1932 organisant le service du chemin de fer et du wharf du territoire du Togo;

Vu les instructions contenues dans la dépêche ministérielle n° 34 du 3 septembre 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont réunis en un service unique qui prend le nom de service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf :

- 1° — Le service des travaux publics;
- 2° — Le service du chemin de fer et du wharf;
- 3° — Les services rattachés : service radioélectrique et service industriel des transports administratifs;
- 4° — Le service topographique, étant entendu que les géomètres nécessaires continueront à être détachés

au service de la conservation foncière, dans les conditions prévues par l'arrêté du 28 février 1923 susvisé.

ART. 2. — Les attributions techniques du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf sont les suivantes :

1° — Les études et l'exécution des travaux publics en régie, les études et le contrôle des travaux publics à l'entreprise, exécutés sur les fonds du budget du Territoire et de ses annexes, y compris les travaux sur fonds d'emprunt;

2° — L'exploitation du chemin de fer du Togo, du wharf et du phare de Lomé;

3° — L'exploitation des services d'intérêt général non concédés;

4° — Le contrôle des exploitations d'utilité publiques concédées;

5° — Le contrôle des établissements classés dangereux, insalubres et incommodes;

6° — Le service des mines auquel sont rattachés le contrôle des appareils à vapeur, à explosion et à combustion, maritimes et terrestres, l'immatriculation des automobiles, la délivrance des permis de conduire et toutes les questions relatives aux recherches et à l'exploitation des mines et carrières et au contrôle de ces exploitations;

7° — La conservation du domaine public (délimitation — alignement — occupations temporaires — etc.);

8° — L'exploitation du service radioélectrique;

9° — Le service industriel des transports administratifs;

10° — Et généralement, toutes les affaires que le Commissaire de la République juge à propos de lui confier.

ART. 3. — Le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf est dirigé par un fonctionnaire du cadre général des travaux publics des colonies ayant au moins le grade d'ingénieur. Il est nommé par arrêté ministériel, pris sur la présentation du Commissaire de la République, conformément aux dispositions de l'article 2, paragraphes V et VI du décret du 5 août 1910, modifié le 11 septembre 1920.

Il est assisté de deux adjoints ayant au moins le grade d'ingénieur-adjoint du cadre général des travaux publics qui assurent, sous son autorité immédiate, le fonctionnement, l'un du service des travaux publics, des services rattachés et du service topographique, l'autre du service du chemin de fer et du wharf.

L'intérim du chef du service peut être confié à un fonctionnaire du cadre général des travaux publics ayant au moins le grade d'ingénieur-adjoint.

Les adjoints et, le cas échéant, l'intérimaire du chef de service, sont nommés par décision du Commissaire de la République.

En cas d'absence momentanée du chef de service, l'expédition des affaires courantes est assurée par l'adjoint le plus ancien dans le grade le plus élevé.

ART. 4. — En cas d'impossibilité d'y pourvoir dans les conditions fixées à l'article précédent, les fonctions d'adjoint au chef de service pourront exceptionnellement être remplies par un fonctionnaire ou agent d'un autre cadre technique désigné par le Commissaire de la République.

ART. 5. — Les effectifs du personnel du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf sont fixés par arrêté du Commissaire de la République, après avis du chef de service.

ART. 6. — Pour l'administration du chemin de fer et du wharf, le chef de service est assisté d'un conseil consultatif qu'il préside et qui est composé comme suit :

- 1^o — Le trésorier-payeur de Lomé ou son délégué;
- 2^o — Le chef du service des douanes ou son délégué;
- 3^o — Le chef du bureau des finances et du matériel du secrétariat général;
- 4^o — Deux notables commerçants dont un indigène membres titulaires du conseil d'administration ou leurs suppléants, désignés par le Commissaire de la République;
- 5^o — Un représentant des compagnies de navigation désigné dans les mêmes conditions;
- 6^o — Les deux adjoints au chef de service;
- 7^o — Les chefs de service de l'exploitation, de la voie, du matériel et traction et du wharf.

Un agent désigné par le chef de service remplit les fonctions de secrétaire. Il ne prend pas part aux délibérations du conseil.

Les fonctions de rapporteur sont assurées par un membre du conseil désigné par le président.

ART. 7. — Le conseil consultatif se réunit sur la convocation de son président. Il est obligatoirement appelé à donner son avis sur :

- 1^o — L'établissement du projet de budget des chemins de fer et du wharf, annexe au budget local;
- 2^o — Le compte définitif;
- 3^o — Les modifications apportées au budget annexe en cours d'exercice;
- 4^o — L'établissement ou la modification des tarifs;
- 5^o — La marche des trains;
- 6^o — Les marchés, traités ou conventions relatifs aux services des chemins de fer et du wharf, dont l'importance nécessite une approbation du Commissaire de la République en conseil d'administration;
- 7^o — Les litiges à régler à l'amiable dont l'importance dépasse 50.000 francs;
- 8^o — L'ouverture à l'exploitation des haltes, stations ou gares, leur fermeture temporaire ou définitive, sauf dans les cas explicitement prévus dans les règlements sur les tarifs.

ART. 8. — Le chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf contrôle, liquide et centralise les recettes du budget annexe du chemin de fer

et du wharf. Il liquide celles du budget local ressortissant au service des travaux publics et au service industriel des transports administratifs.

Les recettes du service radioélectrique continuent à être gérées par le service des postes et télégraphes.

Il engage, dans la limite des autorisations accordées par le Commissaire de la République, et liquide les dépenses du budget annexe du chemin de fer et du wharf, celles du budget local et le cas échéant, du budget spécial des fonds d'emprunt, ressortissant au service des travaux publics et aux services rattachés.

ART. 9. — Le chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf, est ordonnateur en matières pour le matériel en approvisionnement ou en service appartenant au budget annexe du chemin de fer et du wharf, au service des travaux publics et services rattachés.

ART. 10. — En ce qui concerne les dépenses communes, d'une part, au fonctionnement du service des travaux publics et des services rattachés, et d'autre part, celles afférentes à l'exploitation du chemin de fer et du wharf, un arrêté du Commissaire de la République pris après avis du chef de service, fixe annuellement la part incombant, au budget local, au budget annexe du chemin de fer et, le cas échéant, au budget spécial des fonds d'emprunt.

ART. 11. — L'organisation intérieure du service et les mesures de détail, la forme des comptabilités etc. etc. sont réglées par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 12. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires.

ART. 13. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera et aura son effet à compter du 1^{er} janvier 1935.

Lomé, le 23 novembre 1934.

BOURGINE.

ARRETE N° 601 portant organisation intérieure du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 portant organisation au Togo d'un service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu les instructions contenues dans la dépêche ministérielle n° 34 du 3 septembre 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf comprend :

1^o — *Bureaux centraux*

Le bureau du secrétariat ;
 Le bureau de centralisation des recettes et de liquidation des dépenses ;
 Le bureau de la comptabilité des matières ;
 Le bureau des études et de contrôle technique.

2^o — *Travaux publics*

Subdivision de Lomé ;
 Subdivisions des cercles ou des travaux spéciaux ;
 (Ces subdivisions dont le nombre n'est pas limité sont créées et supprimées suivant les besoins par décision du Commissaire de la République, après avis du chef de service) ;
 Magasin des matières ;
 Service radioélectrique ;
 Service industriel des transports administratifs par automobile ;
 Service topographique.

3^o — *Chemin de fer et wharf*

Matériel et traction ;
 Voies et bâtiments ;
 Exploitation et contrôle des recettes ;
 Wharf (entretien et exploitation, etc.) ;
 Magasin des matières.

L'effectif de ces différents organismes est fixé par décision du Commissaire de la République, après avis du chef de service.

ART. 2. — Le personnel des cadres réguliers est mis à la disposition du chef de service par décision du Commissaire de la République.

Le chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf recrute selon les besoins et fixe le salaire des ouvriers spécialisés et manœuvres indigènes dont la rétribution journalière n'excède pas 20 francs.

Au-dessus de cette limite, le recrutement et le montant des salaires mensuel ou journalier du personnel employé temporairement, tant européen qu'indigène, sont prononcés par décision du Commissaire de la République, après avis du chef de service.

ART. 3. — La comptabilité financière (budget et comptes annexes) est tenue conformément aux règlements généraux et spéciaux en vigueur.

La comptabilité des gares est suivie conformément à « l'instruction de 1934 » sur la comptabilité des gares du chemin de fer de l'A. O. F.

ART. 4. — La comptabilité de détail des fonds de roulement est suivie conformément à l'instruction de détail pour la tenue de la comptabilité du fonds de roulement du chemin de fer de la Côte d'Ivoire en date du 22 septembre 1928. Celle du matériel, conformément à l'instruction portant règlement sur la comptabilité générale des matières appartenant aux colonies du groupe de l'Afrique occidentale en date du 24 dé-

cembre 1927 et instructions annexes des 28 avril 1928, 30 août 1928 et 8 septembre 1928.

Pour les travaux en régie, il est fait application de l'instruction fixant les règles de la comptabilité administrative des travaux en régie suivie en Afrique occidentale française en date du 20 mars 1928.

ART. 5. — Tous les marchés sont approuvés par le Commissaire de la République.

ART. 6. — En ce qui concerne les travaux en régie de peu d'importance et dont l'exécution est, par dérogation aux dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 2 de l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934, assurée par l'administrateur-maire de la ville de Lomé ou les chefs de circonscriptions administratives, le service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf pourra, le cas échéant, être chargé de l'établissement des projets et du contrôle technique de l'exécution.

ART. 7. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

Lomé, le 23 novembre 1934.

BOURGINE.

Ordonnancement

ARRETE N° 602 déterminant les conditions dans lesquelles doivent s'effectuer les opérations, de constatation de l'ordonnancement des recettes et dépenses des budgets local et annexes dont le contrôle, la centralisation et la liquidation sont dévolus au service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
 OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
 COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et ensemble les décrets subséquents qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 portant organisation au Togo d'un service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf ;

Vu les instructions contenues dans la dépêche ministérielle n° 34 du 3 septembre 1934 ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La constatation des recettes et l'ordonnancement des dépenses des budgets local, annexe et spécial dont la centralisation et la liquidation sont dévolues au chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf, en vertu des dispositions de l'article 8 de l'arrêté n° 600 du 23 novembre 1934 sont assurés par le bureau des finances du secrétariat général.

ART. 2. — Les dispositions de l'article précédent seront applicables aux recettes et dépenses des budgets dont il s'agit à compter de l'exercice 1935.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 novembre 1934.

BOURGINE.

Suppression d'indemnités

ARRETE N° 603. portant suppression d'indemnités.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 324 du 20 mai 1933 portant révision des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents civils et militaires en service au Togo, modifié par les arrêtés en date des 24 juin 1933, 1^{er} septembre 1933, 27 septembre 1933, 4 et 27 octobre 1933, 10 novembre 1933 et 16 décembre 1933;

Vu l'arrêté n° 810 en date du 30 décembre 1933 portant suppression du service de construction du chemin de fer central togolais;

Vu la lettre ministérielle en date du 19 octobre 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont supprimées à compter du 16 novembre 1934, les indemnités désignées ci-après :

I — Agriculture

Chef de secteur, de circonscription agricole, de station expérimentale 1.000 frs.

II — Bureau du commissariat de la République

Indemnité de permanence des chauffeurs du commissariat de la République 600 frs.

Inspecteur des affaires administratives 10.000 frs.

Inspecteur de la main-d'œuvre et du travail 2.000 frs.

Chef d'un bureau du commissariat de la République assurant cumulativement la direction d'un autre bureau 2.000 frs.

Chef de bureau chargé des contributions directes 1.000 frs.

Porteur de contraintes 600 frs.

Agent transitaire à Lomé 660 frs.

Agent transitaire à Sokodé 400 frs.

III — Chemin de fer

Agent chargé de l'entretien du réseau téléphonique en plus de ses fonctions normales 2.000 frs.

Fonctionnaire chargé de la police et de la sûreté des réseaux du C. F. T. 1.200 frs.

Médecin chargé du service sanitaire d'une partie de la voie en exploitation 1.200 frs.

Douanes

Indemnité forfaitaire au chef du service des douanes en compensation des parts de saisies attribuées aux autres agents 2.500 frs.

Chef du service des douanes chargé de la liquidation des droits du wharf 1.500 frs.

Agent des douanes détaché à la visite d'une façon permanente 1.200 frs.

Personnel militaire

OFFICIERS HORS CADRES EN SERVICE DANS LES BUREAUX DU COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE, OFFICIERS EN SERVICE AUX FORCES DE POLICE, OFFICIERS DU SERVICE DE SANTÉ.

Colonel et lieutenant-colonel 8.000 frs.

Commandant 6.000 frs.

Capitaine 5.000 frs.

Lieutenant et sous-lieutenant 4.500 frs.

SOUS-OFFICIERS HORS CADRES (Indemnité journalière).

CHARGES DES FONCTIONS ADMINISTRATIVES

Adjudant-chef, adjudant, par jour effectif de travail 3,00

Sergent-chef, sergent 2,50

Caporal 2,00

Soldat 1,50

Détachés dans les chemins de fer

Adjudant-chef, adjudant, par jour effectif de travail 7,00

Sergent-chef, sergent 6,00

Caporal, soldat 3,00

Postes — Télégraphes — Téléphones

Chef du service 3.000 frs.

Télégraphie sans fil

Chef de station 1.200 frs.

Travaux publics

Fonctionnaire chargé de l'inspection des établissements classés 1.200 frs.

Fonctionnaire chargé de l'école des conducteurs 2.000 frs.

Enseignement

Fonctionnaire chargé des écoles libres 1.500 frs.

Instituteur indigène chargé d'un cours (cours complémentaire) 360 frs.

Instituteur chargé du cours de pédagogie 1.100 frs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 novembre 1934.

BOURGINE.

Réduction des indemnités allouées au personnel en service au Togo

ARRETE N° 604 portant réduction d'indemnités.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et locaux et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 271 en date du 1^{er} mai 1933 réduisant de 10 pour cent le taux de certaines indemnités;

Vu l'arrêté n° 324 en date du 20 mai 1933 fixant les tableaux des indemnités de fonctions et de responsabilités, des frais de bureau, d'éclairage des bureaux de poste et de représentation, modifié par les arrêtés des 24 juin 1933, 1^{er} septem-

bre 1933, 27 septembre 1933, 4^o octobre 1933, 27 octobre 1933, 10 novembre 1933, et 16 décembre 1933;

Vu l'arrêté n° 603 en date du 24 novembre 1934 portant suppression d'indemnités;

Vu le décret du 11 octobre 1934 fixant les conditions d'attribution des accessoires de solde du personnel colonial;

Vu la dépêche ministérielle n° 25.974 en date du 19 octobre 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont réduites de 20 pour cent les indemnités, accessoires de soldes et frais divers, énumérés ci-après :

1 — Suppléments de fonctions de toutes natures

Arrêté du 20 mai 1933, modifié conformément aux arrêtés des 24 juin 1933, 1^{er} juillet 1933, 4 et 27 octobre 1933, 10 novembre 1933 et 16 décembre 1933.

| FONCTIONS | Taux annuel | FONCTIONS | Taux annuel |
|---|-------------|---|-------------|
| <i>Bureaux du Commissariat de la République</i> | | <i>Travaux publics</i> | |
| Chef de cabinet, secrétaire-archiviste du conseil d'administration | 9.000 | Ingénieur en chef du contrôle | 700 |
| Secrétaire-archiviste du conseil d'administration | 1.800 | Agent désigné par l'ingénieur en chef pour opérations techniques de détails | 400 |
| Personnel européen chargé d'assurer la permanence au cabinet | 660 | Chef du secrétariat de l'ingénieur en chef | 300 |
| Indemnité de permanence aux plantons en service au cabinet | 360 | Examen pour l'obtention du permis de conduire et réception des véhicules automobiles | |
| Secrétaire-archiviste du conseil du contentieux | 1.500 | Chef du service des travaux publics | 700 |
| Fonctionnaire chargé de l'inscription maritime | 1.000 | Chef du garage central | 400 |
| Agent transitaire à Blitta | 400 | Chef du secrétariat des travaux publics | 300 |
| <i>Justice</i> | | <i>Service météorologique</i> | |
| Fonctionnaire membre du tribunal colonial d'appel (par vacation avec maximum mensuel de 100 francs) | 30 | Chef du service (quand il cumule ses fonctions avec celles de chef de station de Lomé) | 1.000 |
| Membre indigène du tribunal colonial d'appel (par vacation) | 15 | Observateur chargé d'une station de deuxième ordre | |
| <i>Police</i> | | Station dite climatologique | 400 |
| Chef de service de police et de sûreté (1) | 2.400 | Station dite pluviométrique | 200 |
| Commissaire de police à Lomé (1) | 1.500 | <i>Enseignement</i> | |
| Commissaire de police à Anécho, Palimé, Atakpamé (1) | 600 | Le chef du service | 3.000 |
| Commissaire de police à Sokodé (1) | 400 | Cours complémentaire : | |
| Régisseur de la prison à Lomé | 750 | Directeur européen | 1.700 |
| Régisseur de la prison tous autres cercles | 500 | Instituteur ou institutrice chargé d'un cours (non cumulable avec l'indemnité de direction) | 1.100 |
| <i>Postes</i> | | | |
| Chef de gare remplissant les fonctions d'agent des postes | 600 | | |

(1) Ces indemnités ne peuvent être perçues que si les fonctionnaires cumulent ces fonctions avec d'autres attributions.

| FONCTIONS | Taux annuel | FONCTIONS | Taux annuel |
|---|--------------------------------------|---|-------------|
| Maître européen chargé de la surveillance des études | 660 payable par 1/10 ^e | <i>Commune mixte de Lomé.</i> | |
| Maître indigène chargé de la surveillance des études | 400 payable par 1/10 ^e | Agent percepteur de la taxe d'abatage 0,5% | |
| Ecoles régionales : | | Arrêté du 28 février 1931 | |
| Directeur européen { jusqu'à 9 classes. | 1.100 | Indemnité mensuelle allouée à l'inspecteur des produits | 400 |
| { de 10 à 19 classes. | 1.300 | Arrêté du 2 septembre 1930 | |
| { 20 classes et plus. | 1.600 | Remises aux collecteurs d'impôts | 2% |
| Directrice de l'école européenne | 1.100 | Arrêté du 4 décembre 1931 | |
| Cours d'adultes : | | Indemnité de billetage | 1% |
| Instituteur européen | 300 payable par 1/10 ^e | Arrêté du 20 mai 1933 | |
| Instituteur indigène | 600 payable par 1/10 ^e | <i>Frais de représentation :</i> | |
| Instituteur chargé du cours de perfectionnement hebdomadaire | 600 payable par 1/10 ^e | Administrateur-maire Lomé (imputable au budget de la commune mixte) | 6.000 |
| Instituteur chargé des classes de vacances du cours de perfectionnement des moniteurs | 800 payable par 1/10 ^e | <i>Commandants de cercle :</i> | |
| Directeur de l'école professionnelle de Sokodé | 1.200 | Lomé | 3.600 |
| <i>Education physique</i> | | Anécho | 4.000 |
| Chef de service | 1.300 | Atakpamé | 6.000 |
| Moniteur européen | 660 | Klouto | 5.000 |
| Moniteur indigène | 330 | Sokodé | 4.000 |
| <i>Santé</i> | | Mango | 2.000 |
| Médecin arraisonneur | 1.200 | <i>Chefs de subdivision :</i> | |
| Agent de la santé | 900 | Bassari | 1.000 |
| Sous-agent de la santé | 450 | Okou | 600 |
| Médecin chargé de l'inspection des viandes dans les cercles | 600 | Nuatja | 1.200 |
| Médecin chef du service de radiologie | 1.800 | Tabligbo | 600 |
| <i>Chemin de fer</i> | | Lama-Kara | 1.800 |
| Arrêté du 30 septembre 1933 | | Tsévié | 1.000 |
| Indemnité forfaitaire annuelle accordée au chef de la comptabilité finances | 1.800 | Lomé | 1.500 |
| Arrêté du 14 septembre 1933 | | Arrêté du 1 ^{er} février 1923 | |
| Secrétaire municipal | 1.800 | Fixant les remises du receveur de l'enregistrement. | |
| Médecin chargé de l'inspection des viandes à Lomé | 1.200 | La réduction de 20% sera effectuée sur la liquidation définitive des remises et le minimum garanti sera abaissé de 20%. | |
| Collecteurs des impôts et taxes, remise de 2% | | Arrêté du 15 novembre 1930 | |
| | | PRIME DU TOGO ACCORDÉE AU PERSONNEL DES DOUANES | |
| | | A — Agents supérieurs de direction et de contrôle | |
| | | Directeurs de 1 ^{re} classe | 2.000 |
| | | Directeurs de 2 ^e classe | 7.000 |
| | | Directeurs de 3 ^e classe | 5.000 |

| FONCTIONS | Taux annuel | FONCTIONS | Taux annuel |
|---|-------------|--|-------------|
| Sous-directeurs et inspecteurs principaux de 1 ^{re} classe | 6.000 | Préposés de 4 ^e classe | 1.500 |
| Sous-directeurs et inspecteurs principaux de 2 ^e classe | 5.000 | Préposés de 5 ^e classe | 2.000 |
| Inspecteurs hors classe | 8.000 | Préposés de 6 ^e classe | 2.500 |
| Inspecteurs de 1 ^{re} classe | 8.000 | | |
| Inspecteurs de 2 ^e classe | 10.000 | | |
| B — Agents des bureaux | | Arrêté du 24 février 1928 | |
| Contrôleurs rédacteurs en chef et contrôleurs en chef de 1 ^{re} classe et 2 ^e classe (traitement supérieur à celui du cadre de l'A. O. F.) | sans prime | <i>Prime de rendement</i> | |
| Contrôleurs rédacteurs principaux, vérificateurs principaux et contrôleurs principaux de 1 ^{re} et 2 ^e classe (traitement supérieur à celui du cadre de l'A. O. F.) | sans prime | 0,30% du produit des liquidations au prorata du traitement perçu par chaque agent, avec maximum de 1/5 du traitement. | |
| Contrôleurs principaux, vérificateurs principaux et contrôleurs rédacteurs principaux de 3 ^e classe | 2.000 | La réduction de 20% portera sur le calcul de la prime et le maximum sera également réduit de 20%. | |
| Contrôleurs rédacteurs et vérificateurs hors classe | 4.000 | <i>Prime de gestion</i> | |
| Contrôleurs rédacteurs et vérificateurs de 1 ^{re} classe | 5.000 | Le taux de la prime individuelle de gestion varie pour chaque catégorie d'agents entre les minima et maxima suivants : | |
| Contrôleurs hors classe | 3.000 | ayant le grade de directeur 6.600 à 8.000 | |
| Contrôleurs de 1 ^{re} classe | 3.000 | ayant le grade de sous- | |
| Contrôleurs de 2 ^e classe | 5.500 | Chef de directeur 5.000 à 6.000 | |
| Contrôleurs de 3 ^e classe | 3.500 | service. ayant le grade d'inspecteur | |
| Contrôleurs stagiaires | 5.500 | principal 3.500 à 4.000 | |
| Commis principaux de 1 ^{re} classe | 4.000 | autre grade 3.000 à 3.500 | |
| Commis principaux de 2 ^e classe | 3.100 | Agent du service sédentaire chargé de l'emploi de chef de bureau de Lomé 2.000 à 3.000 | |
| Commis principaux de 3 ^e classe | 1.200 | Dans un autre bureau 300 à 1.500 | |
| Commis principaux de 4 ^e classe | 800 | Vérificateurs et agents faisant fonctions de vérificateurs 1.000 à 2.000 | |
| Commis principaux de 5 ^e classe | 1.900 | La réduction de 20% portera sur les maxima et minima fixés. | |
| Commis de 1 ^{re} classe | 500 | Arrêté du 6 février 1929 | |
| Commis de 2 ^e classe | 1.500 | <i>Compléments de solde alloués au service des travaux publics</i> | |
| Commis de 3 ^e classe | 1.500 | Ingénieur en chef hors classe 20.000 | |
| Commis de 4 ^e classe | 2.500 | Ingénieur en chef de 1 ^{re} classe 18.000 | |
| C — Agents — (cadre actif) | | Ingénieur en chef de 2 ^e classe 17.000 | |
| Gardes-magasin classe unique | 500 | Ingénieur principal de 1 ^{re} classe 16.000 | |
| Brigadiers et patrons de 1 ^{re} classe | 500 | Ingénieur principal de 2 ^e classe 15.000 | |
| Brigadiers et patrons de 2 ^e classe | 2.000 | Ingénieur principal de 3 ^e classe 13.000 | |
| Brigadiers et patrons de 3 ^e classe | 1.250 | Ingénieur principal de 4 ^e classe (2 ^e échelon). 12.000 | |
| Sous-brigadiers et sous patrons de 1 ^{re} classe (traitement égal à celui du cadre de l'A. O. F.) | sans prime | Ingénieur principal de 4 ^e classe (1 ^{er} échelon). 11.000 | |
| Sous-brigadiers et sous patrons de 2 ^e classe | 750 | Ingénieur de 1 ^{re} classe 10.000 | |
| Sous-brigadiers et sous patrons de 3 ^e classe | 500 | Ingénieur de 2 ^e classe 10.000 | |
| Préposés de 1 ^{re} classe (traitement égal à celui du cadre de l'A. O. F.) | sans prime | Ingénieur de 3 ^e classe 10.000 | |
| Préposés de 2 ^e classe | 500 | Ingénieur de 4 ^e classe 10.000 | |
| Préposés de 3 ^e classe | 1.000 | Ingénieur adjoint de 1 ^{re} classe 9.000 | |
| | | Ingénieur adjoint de 2 ^e classe 9.000 | |
| | | Ingénieur adjoint de 3 ^e classe 8.000 | |
| | | Ingénieur adjoint de 4 ^e classe 8.000 | |

| FONCTIONS | Taux annuel | FONCTIONS | Taux annuel |
|--|---------------|--|-------------|
| Ingénieur stagiaire | 6.000 | liaires à solde annuelle ou mensuelle, agents des cadres spéciaux et locaux d'une solde de présence égale ou supérieure à 11.500 | 600 |
| Adjoint technique principal de 1 ^{re} classe | 5.000 | Agents des cadres locaux d'une solde de présence égale ou supérieure à 8.200 et facteurs et surveillants chefs | 300 |
| Adjoint technique principal de 2 ^e classe | 5.000 | Agents des cadres locaux d'une solde de présence égale ou inférieure à 8.199 frs. et autres sous-agents | 200 |
| Adjoint technique principal de 3 ^e classe | 5.000 | | |
| Adjoint technique principal de 4 ^e classe | 5.000 | | |
| Adjoint technique de 1 ^{re} classe | 5.000 | | |
| Adjoint technique de 2 ^e classe | 5.000 | | |
| Adjoint technique de 3 ^e classe | 5.000 | | |
| Adjoint technique de 4 ^e classe | 5.000 | | |
| Arrêté du 26 septembre 1929 | | 2 ^e — INDEMNITÉ SPÉCIALE DE GÉRANCE ALLOUÉE AUX RÉCEVEURS GÉRANTS DES BUREAUX DE POSTE | |
| <i>Primes d'habillement allouées aux militaires hors cadres</i> | | Pour les recettes effectives en numéraire: Jusqu'à 1.000.000 inclus . . . 2 frs. pour | |
| Sous-officiers européens pendant la durée du service légal et hommes de troupes de toutes armes | 2,44 par jour | De 1.000.001 jusqu'à 5.000.000 inclus 0,75 pour | 1.000 |
| Sous-officiers après la durée du service | 2,77 par jour | De 5.000.001 jusqu'à 25.000.000 inclus 0,30 pour | 1.000 |
| Arrêté du 1 ^{er} avril 1932 | | Au-dessus de 25.000.000 . . . 0,10 pour | 1.000 |
| <i>Ristournes aux pharmaciens ou aux médecins sur les tarifs des analyses</i> | | Décision du 10 juin 1930 | |
| 2/3 du montant des recettes mensuelles jusqu'à 500 francs. | | <i>Prime de rendement allouée au chef de poste de T. S. F. de Lomé</i> | |
| 50% pour les sommes perçues au-dessus de 500 francs. | | 6% sur les recettes du trafic du poste. | |
| Arrêté du 31 décembre 1932 | | Arrêté du 16 septembre 1929 | |
| <i>Ristournes aux sages-femmes pour accouchements pratiqués à domicile</i> | | <i>Indemnité exceptionnelle allouée aux payeurs du Togo</i> | |
| 50% des honoraires. | | Payeur de 1 ^{re} classe | 2.500 |
| Arrêté du 31 janvier 1934 | | Payeur de 2 ^e classé | 2.200 |
| 1 ^o — PRIME DE RENDEMENT ALLOUÉE AU PERSONNEL DES P. T. T. | | Payeur de 3 ^e classe | |
| <i>Personnel bénéficiaire par catégorie</i> | | Arrêté du 18 mai 1929 modifié par arrêté du 4 mars 1930, réglementant l'attribution de gratifications de primes et des heures supplémentaires au personnel des chemins de fer du Togo. | |
| Inspecteur, chef du service | 6.000 | Les quotités prévues seront réduites de 20%. | |
| Inspecteurs | 4.000 | Arrêté du 10 décembre 1930 et décision du 8 janvier 1931. | |
| Receveurs comptables centralisateurs | 3.000 | <i>Prime de bon rendement accordée au maître de wharf et à son second</i> | |
| Rédacteurs | 2.500 | 1% du bénéfice net. | |
| Receveurs, contrôleurs principaux et mécaniciens - électriciens principaux | 2.000 | Arrêté du 31 janvier 1934 fixant le taux des primes de kilométrage allouées aux mécaniciens et chauffeurs indigènes des chemins de fer du Togo. | |
| Contrôleurs, commis principaux, commis dames employées et titulaires, mécaniciens, aides-mécaniciens, monteurs électriciens principaux et ordinaires, chefs d'ateliers des lignes, chefs surveillants, caporaux et sous-officiers télégraphistes | 1.800 | | |
| Commis stagiaires, aides-mécaniciens stagiaires, monteurs électriciens stagiaires, chefs surveillants stagiaires, dames auxi- | | | |

| FONCTIONS | Taux annuel | FONCTIONS | Taux annuel |
|---|------------------|--|-----------------|
| Le montant de ces primes sera réduit de 20%. | | indemnité spéciale de chef-lieu au profit des administrateurs des colonies et des agents des services civils en service à Lomé : | |
| Arrêté du 31 janvier 1934 fixant les primes d'exactitude d'horaire allouées aux mécaniciens et chefs de train indigènes des chemins de fer du Togo. | | <i>Administrateurs des colonies</i> | |
| Réduction de 20% sur le montant de ces primes. | | Administrateurs en chef et administrateurs. | 6.000 |
| Arrêté du 31 janvier 1934 fixant le taux de la prime de voyage allouée aux agents du cadre indigène des canotiers et piroguiers en service au wharf de Lomé : | | Administrateurs-adjoints | 4.500 |
| Agent de 4 ^e catégorie | 0f,30 par voyage | Elèves administrateurs | 3.000 |
| Agent de 5 ^e catégorie | 0f,25 par voyage | <i>Services civils</i> | |
| Piroguiers journaliers | 0f,50 par voyage | Adjoints principaux hors classe | 4.500 |
| Arrêté du 24 juillet 1933 | | Adjoints principaux, adjoints et commis | 3.000 |
| <i>Taux de la 1^{re} mise d'équipement des fonctionnaires de la police</i> | | Arrêté en date du 25 mars 1916 du gouverneur général de l'A. O. F. | |
| Commissaires et commissaires adjoints de police | 800 | Remises aux agents chargés de la débite du timbre-taxé | 2% |
| Inspecteurs stagiaires de police | 600 | Arrêtés des 13 mars 1926, 23 août 1929 et 15 novembre 1930. | |
| Inspecteurs auxiliaires | 300 | Indemnité de diplôme de sortie du cours complémentaire. | 800 frs. par an |
| Arrêté du 1 ^{er} mai 1934 portant réglementation des uniformes des agents des cadres locaux indigènes. | | Arrêtés des 31 janvier 1934, 9 octobre 1926, 23 juillet 1926 et du 31 décembre 1926. | |
| Indemnité mensuelle | 15,00 | <i>Heures supplémentaires</i> | |
| Arrêté du 28 janvier 1929 modifié par arrêté du 28 janvier 1930 instituant une | | Réduction de 20% sur le montant des rémunérations. | |

13

Arrêté du 21 octobre 1928 modifié par arrêté des 20 décembre 1929 et 8 août 1934.

Indemnités de déplacements temporaires ou définitifs (personnel européen).

| CATÉGORIES | A INDEMNITÉ DE DÉPLACEMENT DÉFINITIF | | | B Indemnité de déplacement temporaire |
|--|---|-------------------------|--------------------------|--|
| | Célibataire ou chef de famille | Femme 5/10 ^e | Enfant 7/10 ^e | |
| 1 ^{re} catégorie A | 60 francs | 30 francs | 42 francs | 48 francs |
| 1 ^{re} — B | 50 — | 25 — | 35 — | 43 — |
| 2 ^e — | 40 — | 20 — | 28 — | 35 — |
| 3 ^e — | 35 — | 17,50 | 24,50 | 26 — |
| 4 ^e 5 ^e 6 ^e — | 32 — | 16 — | 22,40 | 22 — |

Arrêté du 30 août 1934

Indemnités de déplacements temporaires ou définitifs (personnel indigène).

| CATÉGORIE | INDEMNITÉ DE DÉPLACEMENT | |
|-----------------|--------------------------|------------|
| | DÉFINITIF | TEMPORAIRE |
| 1 ^{re} | 10 francs | 6 francs |
| 2 ^e | 8 — | 5 — |
| 3 ^e | 7 — | 3,50 — |
| 4 ^e | 5 — | 2,50 — |
| 5 ^e | 3 — | 1,50 — |

Arrêté du 21 avril 1931 modifié par arrêté du 12 septembre 1932.

Indemnité de route et de séjour dans les colonies étrangères allouées au personnel indigène

PERSONNEL INDIGÈNE

| Catégorie | Indemnité |
|---------------------------|-----------|
| 1 ^{re} catégorie | 50 francs |
| 2 ^e — | 40 — |
| 3 ^e — | 30 — |
| 4 ^e — | 25 — |
| 5 ^e — | 25 — |

Arrêté du 1^{er} avril 1932*Indemnité de déplacement aux facteurs convoyeurs* 1 f, 20 par jour

Arrêté du 28 septembre 1933

Indemnité journalière au titre de frais de déplacement accordée au vérificateur des poids et mesures . . . 26 frs. par jour

Arrêté du 19 mai 1928 :

Indemnité de campement

| Catégorie | Indemnité |
|---------------------------|-----------|
| 1 ^{re} catégorie | 26 francs |
| 2 ^e — | 22 — |
| 3 ^e — | 18 — |
| 4 ^e — | 15 — |
| 5 ^e — | 12 — |

Arrêté du 31 janvier 1934

Indemnité de monture

(Mango-Sokodé) 30 francs par mois

Arrêté du 31 janvier 1934

Primes de spécialité accordées aux miliciens.

Tableau des emplois donnant droit à l'attribution de la prime de spécialité et taux de cette prime :

| EMPLOIS | GRADES OU CLASSES DONNANT DROIT A L'INDEMNITÉ | Taux mensuel | Taux annuel | CONDITIONS NÉCESSAIRES POUR LA PERCEPTION DE LA PRIME |
|------------------------|---|--------------|-------------|---|
| Conducteur | 1 ^{re} classe | 15 | 180 | Etre titulaire du permis de conduire. Remplir effectivement les fonctions de conducteur à la compagnie de milice. |
| | 2 ^e classe | 30 | 360 | |
| | Stagiaire catégorie A | 45 | 540 | |
| | Stagiaire catégorie B | 60 | 720 | |
| Sapeur | 1 ^{re} classe | 15 | 180 | Etre titulaire d'un diplôme délivré par une école professionnelle et remplir l'emploi de sapeur. |
| | 2 ^e classe | 15 | 180 | |
| | Stagiaire catégorie A | 15 | 180 | |
| | Stagiaire catégorie B | 15 | 180 | |
| Téléphoniste | 1 ^{re} classe | 15 | 180 | Etre capable de prendre note par écrit d'un message téléphonique. Connaître à fond l'usage du téléphone et remplir l'emploi d'agent de transmissions. |
| | 2 ^e classe | 15 | 180 | |
| | Stagiaire catégorie A | 15 | 180 | |
| | Stagiaire catégorie B | 15 | 180 | |
| Caporal chef de clique | | 30 | 360 | Etre très bon instrumentaliste et faire partie de la clique. |
| 1 ^{re} classe | | 15 | 180 | |
| 2 ^e classe | | 15 | 180 | |
| Stagiaire catégorie A. | | 15 | 180 | |
| Stagiaire catégorie B. | | 15 | 180 | |

| FONCTIONS | Taux annuel | FONCTIONS | Taux annuel |
|---|-------------|---|-------------|
| Arrêté du 4 février 1934 modifié par arrêté du 31 mai 1934. | | Arrêté du 20 mai 1933 | |
| <i>Indemnités allouées aux fonctionnaires utilisant leurs véhicules pour les besoins du service</i> | | II. — INDEMNITÉS DE RESPONSABILITÉ | |
| | | A — Comptables-deniers | |
| Bicyclettes | 72 | Agent spécial Anécho, Atakpamé, Sokode. | 2.500 |
| Motocyclettes | 600 | Agent spécial Klouto, Mango, Tsévié, Lomé. | 1.800 |
| Automobiles : Voitures de | | Agent intermédiaire à Lama-Kara | 1.800 |
| plus de 10 CV par kilomètre | 0,70 | Agent intermédiaire à Bassari | 1.500 |
| moins de 10 CV par kilomètre | 0,60 | Agent intermédiaire à Nuatja, Tokpli | 900 |
| Arrêté du 11 décembre 1933 | | Régisseur de la caisse d'avance à l'hôpital de Lomé | 1.200 |
| <i>Indemnité journalière allouée aux fonctionnaires en congé appelés à servir temporairement au service colonial de Marseille</i> | | Régisseur de la caisse d'avance au chemin de fer | 100 |
| 1 ^{re} Catégorie B | 20 francs | Econome d'internat à Lomé | 1.000 |
| 2 ^e Catégorie | 18 francs | Receveur chargé des successions vacantes et de celles des fonctionnaires décédés | 600 |
| Autres catégories | 16 francs | Econome d'internat dans les cercles | 600 |
| Arrêté du 13 octobre 1931 | | Billeteur du chemin de fer | 1.500 |
| <i>Indemnités de fonctions et de détachement allouées aux fonctionnaires détachés à l'inspection générale des colonies</i> | | Billeteur aux travaux publics | 1.000 |
| a) — Indemnité de fonction (par an). | | Caissier du bureau des douanes à Lomé | 1.200 |
| Chef de bureau de l'inspection générale des travaux publics des colonies, ingénieur en chef et assimilé | 15.000 | Caissier du bureau des douanes à Kpalafé | 600 |
| Ingénieur principal, ingénieur ordinaire et assimilé | 12.000 | B — Comptables-matières | |
| Ingénieur des travaux publics et assimilé | 9.000 | Gérant comptable du magasin général du service local | 1.800 |
| Ingénieur-adjoint et assimilé | 5.000 | Gérant comptable de la pharmacie d'approvisionnement | 1.800 |
| Adjoint technique et assimilé | 3.000 | Gérant comptable du magasin d'approvisionnement du chemin de fer | 1.800 |
| Correspondant scientifique | 6.000 | Comptable-matières, garde magasin d'un cercle | 600 |
| b) — Indemnité de détachement | 4.000 | Comptable-matières du garage central | 1.500 |
| Arrêté du 29 juin 1926 modifié par arrêté du 4 août 1928. | | Dépositaire comptable des logements du chef-lieu | 1.300 |
| <i>Traitements et indemnités attribués au personnel de l'agence économique des territoires africains sous mandat</i> | | Garde-meubles de l'hôtel du gouvernement | 360 |
| Sous-directeur de l'agence | 8.000 | Arrêté du 27 novembre 1929 fixant le taux des indemnités de responsabilité allouées aux géomètres. | |
| (Supprimé par arrêté n° 598 du 21.11.34 pour compter du 1 ^{er} janvier 1935). | | Le montant des états de liquidation doit être réduit de 20%. | |
| Fonctionnaires, officiers et agents détachés. | 6.000 | Arrêté du 14 septembre 1933 | |
| Secrétaire comptable | 6.000 | <i>Indemnités de responsabilité allouées par le budget de la commune mixte à des fonctionnaires rétribués sur un autre budget</i> | |
| Fonctionnaire chargé des foires et des expositions | 3.000 | Receveur municipal | 4.000 |
| | | Agent intermédiaire | 1.000 |
| | | Garde magasin comptable | 600 |

| FONCTIONS | Taux annuel | FONCTIONS | Taux annuel |
|--|-------------|---|-------------|
| III. — FRAIS DE BUREAU | | IV — FRAIS D'ÉCLAIRAGE DES BUREAUX DE POSTE | |
| Arrêté du 20 mai 1933 | | Arrêté du 20 mai 1933 | |
| Trésorier-payeur | 12.000 | Gérant d'Anécho | 600 |
| Commandants de cercle | 1.500 | Gérant d'Atakpamé | 500 |
| Chefs de subdivision | 800 | Gérant de Palimé | 300 |
| Arrêté du 26 décembre 1933 | | Gérant de Sokodé | 200 |
| Indemnité pour frais de bureau allouée au receveur de la commune mixte de Lomé | 1.500 | Gérant de Mango | 200 |

ART. 2. — L'arrêté n° 271 en date du 1^{er} mai 1933 susvisé est abrogé.

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 16 novembre 1934, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 novembre 1934.

BOURGINE.

ADDENDUM à l'arrêté n° 604 du 24 novembre 1934 portant réduction d'indemnités.

ARTICLE PREMIER.

1. — Justice

Avant :

Fonctionnaire membre du tribunal colonial d'appel (par vacation avec maximum mensuel de 100 frs.), 30 frs.

Lire :

Arrêté du 30 janvier 1930 modifié par arrêté du 20 mai 1933.

Procureur de la République . . . 4.000 frs. par an.
(Cette indemnité ne sera allouée qu'au titulaire actuel et jusqu'à mutation ou départ en congé).

2. — Travaux publics

Après :

Chef du secrétariat des travaux publics 300 frs.

Lire :

Arrêté du 24 janvier 1923 modifié par arrêté du 18 mai 1929.

Officiers détachés dans le service des travaux publics :

| | |
|---|-------------|
| Colonel et lieutenant-colonel | 12.000 frs. |
| Chef de bataillon ou d'escadron | 11.000 frs. |
| Capitaine de 4 ^e échelon | 10.000 frs. |
| Capitaine de 3 ^e échelon | 9.000 frs. |
| Capitaine de 2 ^e échelon | 8.000 frs. |
| Capitaine de 1 ^{re} échelon | 7.000 frs. |
| Lieutenant et sous-lieutenant | 6.500 frs. |
| Commandant d'administration | 6.500 frs. |
| Capitaine, lieutenant et sous-lieutenant d'administration | 6.000 frs. |

3. — Enseignement

Après :

Directrice de l'école européenne . . . 1.100 frs.

Lire :

Arrêté du 26 mai 1930 modifié par arrêté du 20 mai 1933.

Directrice de l'école ménagère (3 classes et au-dessus) . . . 1.000 frs.
(Cette indemnité ne sera allouée qu'aux titulaires actuels et jusqu'à mutation ou départ en congé).

4. — Forces de police

Avant :

Education physique.

Lire :

Forces de police.

Arrêté du 29 juin 1929 modifié par arrêté du 20 mai 1933.

Sous-officiers chargés de l'instruction des miliciens (par journée de travail effectif) . . 2 francs 50 par jour
(Cette indemnité ne sera allouée qu'aux titulaires actuels et jusqu'à mutation ou départ en congé).

5. — Chemin de fer.

Après :

Indemnité forfaitaire annuelle accordée au chef de la comptabilité-finances 1.800 frs.

Lire :

Arrêté du 24 janvier 1923 modifié par arrêté du 5 mars 1925.

Sous-officiers et hommes de troupe hors cadres détachés dans les services des voies de pénétration, du wharf et des travaux publics du Togo

Adjudants-chefs, adjudants, sergents majors et assimilés 1.200 frs. par an
Sergents, caporaux, soldats et assimilés 900 —

Arrêté du 5 décembre 1933

Agent comptable intermédiaire du chemin de fer 2.000 —
(Les indemnités de billeteur et de régisseur de la caisse d'avance sont supprimées).

ART. 2. — Le reste sans changement.

Lomé, le 26 novembre 1934.

BOURGINE.

Commune mixte de Lomé

ARRETE N° 605 portant ouverture et annulation de crédit au budget primitif 1934 de la commune mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment les articles 336 et 337;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 réglementant le fonctionnement des communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu l'approbation, le 14 février 1934, du budget primitif et le 26 juillet 1934, du budget supplémentaire de la commune mixte de Lomé, exercice 1934;

Vu la délibération de la commission municipale en date du 14 mai 1934;

Vu le rapport de l'administrateur-maire n° 2081 en date du 19 novembre 1934;

Vu l'urgence et sous réserve de ratification ultérieure par la commission municipale et le conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La commune mixte est autorisée à augmenter de 15.000 frs. le crédit du chapitre I, article 12, paragraphe 3 du budget municipal

de 1934, pour permettre la continuation des travaux urgents d'assainissement de la lagune de Lomé (route lagunaire sud).

ART. 2. — Cette ouverture de crédits est gagée sur les fonds libres du budget municipal et provenant du chapitre I, article 9, paragraphe 1 « éclairage de la ville » dont le crédit de 450.000 frs. est ramené à 435.000 frs.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 novembre 1934.

BOURGINE.

Bourses scolaires

ARRETE N° 607 portant réglementation nouvelle des bourses accordées aux élèves indigènes des écoles officielles du Togo et des allocations attribuées aux jeunes métis résidant au Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 74 en date du 20 février 1926, fixant le taux des bourses scolaires allouées dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 231 en date du 29 juin 1925 réglementant les allocations accordées aux jeunes métis résidant dans le Territoire;

Vu l'arrêté n° 484 du 25 avril 1927 relatif aux bourses scolaires;

Vu l'arrêté n° 546 en date du 8 octobre 1930 relatif aux bourses scolaires;

Vu l'arrêté n° 273 du 21 mai 1931 modifiant l'article 3 (10) de l'arrêté du 8 octobre 1930 relatif aux bourses scolaires;

Vu l'arrêté n° 343 en date du 21 juin 1934 portant réglementation nouvelle des allocations accordées aux jeunes métis résidant dans le Territoire et en fixant le taux;

Vu l'arrêté n° 346 du 26 juin 1934 abrogeant les dispositions de l'arrêté n° 546 du 8 octobre 1930 en ce qui concerne les bourses scolaires accordées aux métis;

ARRETE :

TITRE I

BOURSES SCOLAIRES

ARTICLE PREMIER. — *Conditions d'obtention.* — Des bourses peuvent être accordées par décision du Commissaire de la République sur la demande du père, de la mère ou du tuteur des intéressés après avis du commandant de cercle ou de l'administrateur-maire et du chef du service de l'enseignement, aux élèves âgés de 10 ans au moins et 16 ans au plus, des écoles officielles et faisant partie d'une des catégories désignées ci-dessous :

1° — Elèves nécessiteux et particulièrement doués qui sont obligés de quitter leur famille pour pouvoir poursuivre leurs études aux cours élémentaire (2^e année) et moyen des écoles régionales.

2° — Elèves nécessiteux qui se sont fait remarquer par leurs aptitudes intellectuelles et qui fréquentent sur place les cours moyens (1^{re} et 2^e années) des écoles régionales.

3° — Elèves nécessiteux et méritants qui fréquentent le cours supérieur (année préparatoire) au cours complémentaire.

Les demandes seront adressées par l'intermédiaire du directeur de l'école régionale au commandant du cercle ou à l'administrateur-maire qui devra les faire parvenir au Commissaire de la République (bureau des finances) avant le 1^{er} janvier de chaque année.

Les demandes devront être accompagnées des pièces suivantes :

Acte de naissance ou jugement supplétif délivré par le tribunal du lieu de naissance en tenant lieu ;

Certificat délivré par le chef de l'établissement où le candidat a fait sa dernière année d'études attestant son assiduité et donnant une appréciation sur les résultats acquis et les mérites de l'élève ;

Procès-verbal d'enquête du commandant de cercle ou de l'administrateur-maire comportant renseignements précis sur les ressources et le degré d'aisance de la famille.

ART. 2. — *Durée et taux des bourses.* — Les bourses ne sont valables que pour une année scolaire. Elles peuvent être supprimées en cours d'année sur la proposition des commandants de cercle et du chef du service de l'enseignement, si le bénéficiaire cesse, par sa conduite et son travail, de donner satisfaction à ses maîtres.

Le montant des bourses est fixé comme suit :

1° — *Cercles de Lomé, Aného et Klouto :*

1 f, 50 par jour de présence effective (jeudis, dimanches, jours fériés et petites vacances compris).

2° — *Cercles d'Atakpamé et de Sokodé :*

1 fr. par jour de présence effective, (jeudis, dimanches, jours fériés et petites vacances compris).

3° — *Cercle de Mango :*

0 f, 75 par jour de présence effective, (jeudis, dimanches, jours fériés et petites vacances compris).

Les bourses ne sont pas dues pendant la durée des grandes vacances, et pendant les journées d'absence, sauf le cas de maladie ou de force majeure dûment constatée par attestation du directeur de l'école.

ART. 3. — *Mode de paiement.* — Le paiement sera effectué sur états collectifs comportant attestation du directeur d'école que les intéressés ont bien été présents durant le nombre de jours inscrit.

TITRE II

ALLOCATIONS AUX MÉTIS

ART. 4. — *Conditions d'allocation.* — Il peut être accordé aux jeunes métis résidant au Togo, sous man-

dat français sur la demande de leur mère, de leur tuteur, de toute autre personne qui en a la charge et l'entretien ou sur proposition du commandant de cercle ou de l'administrateur-maire, des allocations journalières non réductibles versées sous forme d'indemnité soit aux personnes qui en ont la charge, soit directement à l'intéressé si l'enfant est abandonné.

~~Les demandes ou propositions renouvelables au début de chaque année, devront être adressées au Commissaire de la République accompagnées des pièces suivantes :~~

Acte de naissance de l'enfant ou à défaut jugement supplétif délivré par le tribunal du lieu de naissance ;

Certificat du commandant de cercle ou de l'administrateur-maire, pour la ville de Lomé, attestant que le métis est bien à la charge de la personne qui a fait la demande ;

Procès-verbal d'enquête du commandant de cercle ou de l'administrateur-maire indiquant les ressources et le degré d'aisance de la famille ou du métis lui-même.

ART. 5. — *Taux.* — Les taux de ces allocations sont ainsi fixés :

| Métis entretenus par les familles ou abandonnés. | Métis entretenus par les missions et les établissements publics ou privés. |
|--|--|
| Jusqu'à 7 ans . . 0 f, 50 | 1 f, 00 |
| De 7 à 10 ans . . 0 f, 75 | 1 f, 50 |
| De 10 à 16 ans . . 1 f, 40 | 2 f, 00 |

ART. 6. — *Conditions de paiement.* — Un certificat de vie doit être joint à chaque état. Pendant la période scolaire et à partir de l'âge de 7 ans révolus, le certificat de vie sera remplacé par une attestation du directeur du centre scolaire indiquant que l'enfant a fréquenté régulièrement une école de l'enseignement officiel ou privé.

Les allocations accordées aux métis peuvent être supprimées ou réduites suivant décisions spéciales si l'enfant est admis dans une école officielle où il existe un internat.

Les allocations sont dues pendant l'année entière, sauf pendant les journées d'absence irrégulière en période scolaire.

ART. 7. — *Mode de paiement.* — Les allocations seront payées mensuellement sur états collectifs ou individuels comportant émargement des personnes qui ont la charge des métis ou des intéressés eux-mêmes s'ils peuvent signer.

ART. 8. — Les bourses scolaires et les allocations aux métis ne sont pas cumulables.

ART. 9. — Toutes dispositions antérieures visées ou non au présent arrêté sont abrogées.

ART. 10. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1935, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 novembre 1934.

BOURGINE.

Affaires courantes

*direction
au chef du
Maire qui
sera au C. U.
de F. (un)
de chaque
M. 125*
DECISION N° 785 chargeant M. l'administrateur en chef FRAU, de l'expédition des affaires courantes et urgentes, pendant l'absence du Commissaire de la République.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 février 1923, déterminant les conditions dans lesquelles sont exercées aux colonies les fonctions intérieures de gouverneur général, de gouverneur, et de résident supérieur;

Vu le télégramme ministériel n° 185 du 16 novembre 1934;

DECIDE :

M. FRAU Henri, administrateur en chef des colonies, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes, pendant l'absence du Commissaire de la République se rendant au conseil de gouvernement de l'A. O. F. à Dakar.

ART 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 26 novembre 1934.

BOURGINE.

Ordonnateur délégué

ARRETE N° 609 nommant un ordonnateur-délégué.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. PECHOUX, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances et du matériel, signera par délégation du Commissaire de

la République, ordonnateur des budgets du Togo les pièces de recettes et de dépenses, et toutes pièces comptables du budget local, et du budget annexe sur fonds d'emprunt.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 27 novembre 1934 et pendant l'absence du Commissaire de la République sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 novembre 1934.

BOURGINE.

Service sanitaire

ARRETE N° 612 mettant en observation sanitaire les passagers en provenance de la Côte d'Ivoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 27 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu le télégramme n° 1030 en date du 26 novembre 1934 de M. le lieutenant-gouverneur de la Côte d'Ivoire notifiant l'existence d'un cas mortel de maladie dix survenu chez un européen non vacciné de Bouaké le vingt trois novembre;

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à nouvel ordre les passagers européens ou assimilés en provenance de la Côte d'Ivoire débarquant au Togo seront soumis pendant 4 jours consécutifs à une visite sanitaire quotidienne et devront dans ce but se présenter chaque matin au médecin de la subdivision sanitaire du port de débarquement. Dans le cas où, avant l'expiration de cette période de quatre jours, ils désireraient quitter le port de débarquement pour se rendre dans une autre localité du Territoire, ils devront être munis d'un passeport sanitaire délivré par l'autorité sanitaire du point de destination afin d'achever, sous la surveillance de ce dernier, leur période d'observation de quatre jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans un hôpital, soit dans un lazaret, soit à leur domicile.

Les passagers indigènes à destination du Togo, qui présenteront à l'arrivée un passeport sanitaire délivré par les autorités sanitaires de la Côte d'Ivoire seront soumis pendant quatre jours à une visite sanitaire quotidienne et devront dans ce but se présenter chaque matin au médecin de la subdivision sanitaire du port de débarquement. Les passagers indigènes débarquant

au Togo sans passeport sanitaire seront placés sous ce régime dès leur arrivée.

La désinfection des bagages des passagers européens ou indigènes débarquant au Togo pourra être éventuellement prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

Les marchandises en provenance de la Côte d'Ivoire pourront être également, si l'autorité sanitaire le juge utile, soumises à la désinfection.

ART. 2. — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs des cercles de Lomé et Anécho sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 27 novembre 1934.

BOURGINE.

Rôles supplémentaires

Par arrêté du :

4 décembre 1934. — Sont approuvés et rendus exécutoires divers rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1934 dont détail ci-après :

| N ^{os} DES ROLES | CERCLES | NATURE DE L'IMPOT | PRINCIPAL | Centimes additionnels | | TOTAL |
|---------------------------|------------------|---|-----------|-----------------------|---------------|----------|
| | | | | Budget Local | Commune Mixte | |
| 325 | Lomé (C. M.) | Impôt personnel et taxe additionnelle | 5.423,50 | — | 143,00 | 5.566,50 |
| 326 | Anécho | — | 858,75 | — | — | 858,75 |
| 327 | Sokodé (Bassari) | — | 334,25 | — | — | 334,25 |
| 328 | — (Lama-Kara) | — | 542,25 | — | — | 542,25 |
| 329 | Mango | — | 1.343,25 | — | — | 1.343,25 |
| 330 | Sokodé | Impôt personnel indigène | 199,00 | — | — | 199,00 |
| 331 | — | — | 140,00 | — | — | 140,00 |
| 332 | — (Lama-Kara) | — | 357,00 | — | — | 357,00 |
| 333 | — (Bassari) | — population flottante | 160,00 | — | — | 160,00 |
| 334 | Lomé (C. M.) | Rachat prestations europ. | 480,00 | — | — | 480,00 |
| 335 | Anécho | — | 180,00 | — | — | 180,00 |
| 336 | Sokodé (Bassari) | — | 60,00 | — | — | 60,00 |
| 337 | — (Lama-Kara) | — | 60,00 | — | — | 60,00 |
| 338 | Mango | — | 180,00 | — | — | 180,00 |
| 339 | Sokodé | — prestations indigènes | 132,00 | — | — | 132,00 |
| 340 | — | — | 12,00 | — | — | 12,00 |
| 341 | — (Lama-Kara) | — | 306,00 | — | — | 306,00 |
| 342 | Lomé (C. M.) | Taxe d'hygiène | 770,00 | — | — | 770,00 |
| 343 | Anécho | — | 280,00 | — | — | 280,00 |
| 344 | Sokodé (Bassari) | — | 70,00 | — | — | 70,00 |
| 345 | — (Lama-Kara) | — | 70,00 | — | — | 70,00 |
| 346 | Mango | — | 210,00 | — | — | 210,00 |
| 347 | Sokodé | — d'A. M. I. | 110,00 | — | — | 110,00 |
| 348 | — | — | 70,00 | — | — | 70,00 |
| 349 | — (Lama-Kara) | — | 255,00 | — | — | 255,00 |
| 350 | — | Armes perfectionnées | 160,00 | — | — | 160,00 |
| 351 | — (Bassari) | — | 80,00 | — | — | 80,00 |
| 352 | Lomé (C. M.) | Patentes | 120,00 | 42,00 | 12,00 | 174,00 |
| 353 | Sokodé | — | 1.980,00 | 693,00 | — | 2.673,00 |
| 354 | — (Bassari) | — | 650,00 | 227,50 | — | 877,50 |
| 355 | — (Lama-Kara) | — | 290,00 | 101,50 | — | 391,50 |
| 356 | Lomé (C. M.) | Véhicules | 825,00 | 237,50 | 82,50 | 1.155,00 |
| 357 | Sokodé | — | 325,00 | 97,50 | — | 422,50 |
| 358 | — (Bassari) | — | 140,00 | 42,00 | — | 182,00 |

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 10 décembre 1934.

Lomé, le 4 décembre 1934.

CIRCULAIRE à Messieurs les anciens combattants.

Le président du comité colonial des mutilés, combattants et victimes de la guerre de l'A. O. F. fait connaître par circulaire n° 873 AC. du 12 novembre 1934, que le renouvellement des cartes vertes délivrées par le comité de Dakar et portant les numéros 1 à 1044, sera opéré à partir du 1^{er} janvier 1935.

M.M. les anciens combattants pourront consulter ce document auprès des commandants de cercle et adresser par leur intermédiaire au Commissaire de la République, leur demande de renouvellement dès la date fixée plus haut et dans les formes prescrites par la circulaire du comité colonial précitée.

*P. le Commissaire de la République absent,
L'administrateur en chef des colonies,
chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes*

FREAU.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Promotions

Par décret en date du :

27 octobre 1934, rendu sur la proposition du ministre des colonies, ont été promus dans le personnel des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies autres que l'Indochine :

au grade d'ingénieur en chef de 3^e classe :

M. M.
ABOILARD (Marcel), ingénieur de 1^{re} classe.

au grade d'ingénieur de 3^e classe :

M. M.
MANCION (Jean), ingénieur-adjoint de 1^{re} classe.

Nominations

Par décret en date du 8 novembre 1934, rendu sur le rapport du ministre des finances :

M. JAFFEUX (Léon-Jean-Baptiste), trésorier-payeur du Togo a été nommé trésorier-payeur de l'Afrique équatoriale française, en remplacement de M. MAYET, qui a reçu une autre affectation.

M. MOULY (Albert Casimir), trésorier-payeur de l'Oubangui-Chari (poste supprimé) a été nommé trésorier-payeur du Togo, en remplacement de M. JAFFEUX, qui a reçu une autre affectation.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Démission

Par arrêté du :

24 novembre 1934. — M. DAIN Marie Arthur, adjoint de 2^e classe des services civils du Togo, dans la position de disponibilité sans traitement depuis le 5 juillet 1931, est considéré comme démissionnaire de son emploi, pour compter du 5 juillet 1934.

Affectations

Par arrêtés des :

27 novembre 1934. — M. PIC Joseph, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, en service au cabinet du Commissaire de la République, est nommé provisoirement président du tribunal de 1^{re} instance de Lomé en remplacement de M. PEYROTTE, président intérimaire, en instance de départ en congé.

En application des dispositions du décret du 2 mars 1910, article 9, § 3, M. PIC aura droit à une indemnité annuelle de 8.750 francs égale au quart de la solde de présence du titulaire.

30 novembre 1934. — M. VIALE Raymond, commis de 1^{re} classe des services civils est nommé provisoirement juge suppléant près le tribunal de 1^{re} instance de Lomé en remplacement de M. MOURAGUES, juge suppléant intérimaire.

En application des dispositions du décret du 2 mars 1910, article 9, § 3, M. VIALE aura droit à une indemnité annuelle de 4.250 francs égale au quart de la solde de présence du titulaire.

Par décisions des :

20 novembre 1934. — Les médecins-lieutenants TOUZIN et RAOUL, nouvellement désignés pour servir au Territoire, attendus à Lomé vers le 21 novembre 1934 par s/s Foucauld, sont mis à la disposition du chef du service de santé.

27 novembre 1934. — M. le médecin-lieutenant PALINACCI, en service à l'hôpital de Lomé est nommé médecin-chef de la circonscription sanitaire de Mango, inspecteur des viandes de boucherie du cercle, observateur météorologiste de la station climatologique de Mango en remplacement du médecin-lieutenant LURZ rapatriable.

M. le médecin-lieutenant TOUZIN, mis à la disposition du chef du service de santé par décision n° 775 du 20 novembre 1934, est mis à la disposition du médecin-chef de l'hôpital de Lomé pour y remplir les fonctions de médecin résident.

En outre, le médecin-lieutenant TOUZIN remplira les fonctions d'agent principal de la santé du port de Lomé et sera chargé du service médical de la subdivision de Lomé, du service d'hygiène de la ville de Lomé, de la visite des fonctionnaires et de leur famille, du service médical des forces de police de Lomé et de l'inspection des viandes pendant les absences du chef-lieu de M. le médecin vétérinaire, chef du service de zootechnie.

M. le médecin-lieutenant RAOULT André, est mis à la disposition du médecin-chef du secteur de la trypanosomiase, en remplacement du médecin-lieutenant BERTRAND, en instance de rapatriement.

29 novembre 1934. — Les fonctionnaires ci-après désignés, attendus le 30 novembre 1934 par s/s *Hoggar*, reçoivent les affectations suivantes :

M. LAUGIER, ingénieur-adjoint de 3^e classe du cadre général des travaux publics des colonies est mis à la disposition du chef du service des travaux publics.

M. BRUNI, sous-chef de gare de 4^e classe du cadre du Togo est mis à la disposition du chef des services du chemin de fer et du wharf.

4 décembre 1934. — Les agents ci-après désignés, attendus le 5 décembre 1934 par s/s *Asie*, reçoivent les affectations suivantes :

M. DEMONIO, élève-administrateur des colonies, nouvellement nommé, est affecté à l'administration générale.

M. M. GARNIER Louis, ingénieur-adjoint de 1^{re} classe du cadre général des travaux publics et BRASSARD, ingénieur-chef de station de 1^{re} classe de T. S. F., sont mis à la disposition du chef du service des travaux publics.

Congés — Passages

Par décisions des :

21 novembre 1934. — Un congé de convalescence de 3 mois pour en jouir 37, rue St. Georges à Paris (IX^e), est accordé à M. REHART Adolphe, commissaire de police de 3^e classe du Togo.

Un passage pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et ses 2 enfants âgés de 15 mois et 7 ans en 2^e classe, 3^e catégorie, sur le paquebot *Brazza* attendu à Lomé vers le 21 novembre 1934.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir au domaine de Fontarabie à Lizac par Moissac (Tarn et Garonne), est accordé à M. MOURAGUES Albert, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies, qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 1^{re} classe, 2^e catégorie, lui sera en outre délivré par les services administratifs de Dakar, sur un paquebot passant à Dakar après le 10 décembre 1934.

M. MOURAGUES devra se présenter devant le conseil de santé du 24 novembre 1934, conformément aux prescriptions de l'article 70 du décret du 2 mars 1910 sur la solde du personnel colonial.

M. MOURAGUES remplit les conditions requises pour pouvoir prétendre à la gratuité du passage de sa famille lors de son retour à la colonie.

24 novembre 1934. — Une réquisition de passage de retour par anticipation, en 1^{re} classe, 1^{re} catégorie B, de Lomé à Marseille, sur s/s *Canada*, attendu à Lomé vers le 27 novembre 1934, est accordée à Madame MAHOUX et à son fils âgé de 20 ans, famille d'un administrateur en chef des colonies se rendant 16, rue Boissonnade à Paris, XIV^e arrondissement.

1^{er} décembre 1934. — Un congé administratif de 8 mois pour en jouir Avenue du Lac Aix-les-Bains (Savoie) est accordé à M. VEUILLER Camille, inspecteur de 2^e classe de la voie et des bâtiments des chemins de fer du Togo qui compte 32 mois 10 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 1^{re} classe 2^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Banfora* attendu à Lomé vers le 24 décembre 1934.

Une réquisition de passage en 1^{re} classe, 2^e catégorie, de Lomé à Marseille, sur s/s *Banfora* attendu à Lomé vers le 24 décembre 1934, est accordé à M. le docteur BERTRAND, médecin-lieutenant des troupes coloniales, ainsi qu'à sa femme et son enfant âgé de 18 mois, se rendant 26 rue Universelle à Avignon (Vaucluse).

Une réquisition de passage en 1^{re} classe, 2^e catégorie, de Lomé à Marseille sur s/s *Banfora* attendu à Lomé, vers le 24 décembre 1934, est accordée à M. le docteur LUTZ, médecin-lieutenant des troupes coloniales.

Par décision du :

5 décembre 1934. — Un congé de fin de contrat de 6 mois pour en jouir à Portz Loas, Flouezec (Côtes du Nord), est accordé à M. LE BLAIS Pierre, agent sanitaire contractuel.

Une réquisition de passage de Lomé à Bordeaux en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre accordée sur s/s *Amérique*, attendu à Lomé vers le 1^{er} janvier 1935.

Rappels d'ancienneté pour services militaires

Par arrêté du :

26 novembre 1934. — Les rappels d'ancienneté pour services militaires suivants sont accordés, dans leur emploi actuel, aux agents indiqués ci-après :

M. GINET Henri Auguste, inspecteur adjoint de 3^e classe de police du Togo :

| | |
|------------------------|-------------------------|
| Loi du 17 avril 1924 | 1 an 7 mois, 15 jours |
| Loi du 9 décembre 1927 | 10 mois, 6 jours |
| Total | 2 ans, 5 mois, 21 jours |

M. BERTHON Albert, surveillant de 4^e classe des travaux publics du Togo :

| | |
|------------------------|------------------|
| Loi du 9 décembre 1927 | 2 mois, 16 jours |
|------------------------|------------------|

PERSONNEL INDIGÈNE

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL
DE L'A. O. F.

Licenciement

Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. du :
19 novembre 1934. — L'infirmière-visiteuse de
3^e classe stagiaire AHODIKPE Cathérine est licenciée de
son emploi, pour compter du 10 décembre 1934, date
d'expiration de sa deuxième année de stage.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Révocation

Par arrêté du :

30 novembre 1934. — L'infirmier de 4^e classe MEVI
Vincent, est révoqué de son emploi pour compter du
13 octobre 1934, pour fautes très graves dans le service,
mauvaise manière habituelle de servir et indiscipline.

Affectations

Par décisions des :

21 novembre 1934. — L'inspecteur auxiliaire de po-
lice 2^e échelon TCHACOROM Honoré, en service à la sûre-
té à Lomé, est mis à la disposition du commandant de
cercle d'Anécho, en remplacement de l'inspecteur
auxiliaire de police COMLAN Georges, appelé à d'autres
fonctions.

Il remplira les fonctions assurées par l'inspecteur
auxiliaire COMLAN Georges et prévues par la décision
n° 93 en date du 2 février 1934.

L'inspecteur auxiliaire de police 2^e échelon COMLAN
Georges, précédemment en service à Anécho, est affecté
à Palimé, en remplacement de l'inspecteur auxi-
liaire de police BRUCE CUTHBERT, qui a reçu une autre
affectation.

L'inspecteur auxiliaire de police 2^e échelon BRUCE
CUTHBERT, de Palimé, est affecté au service de police
et sûreté à Lomé.

27 novembre 1934. — Le médecin auxiliaire JOHNSON
Samuel, de retour de Dakar, est mis à la disposition
du médecin-chef du secteur de prophylaxie de la trypano-
somiasse.

5 décembre 1934. — Le surveillant auxiliaire stagiai-
re de 3^e classe des P.T.T. TCHAFALO Thomas précédem-
ment en service dans l'équipe de réfection de M. JALLAIS
(ligne Lomé-Atakpamé) est affecté provisoirement au
bureau de Lama-Kara en remplacement du surveillant
auxiliaire de 1^{re} classe des P.T.T. Aoudi Moussa, titu-
laire d'un congé de 30 jours.

Congés — Permissions

Par décisions des :

20 novembre 1934. — Sont accordés, avec traitement,
des congés de :

30 jours, du 6 décembre 1934 au 4 janvier 1935 inclus,
à l'ouvrier de 7^e classe des chemins de fer Théophile
ADADE, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire;

30 jours, du 5 décembre 1934 au 3 janvier 1935 inclus,
à l'ouvrier de 8^e classe des chemins de fer MAMA M.
DADI, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

26 novembre 1934. — Sont accordés, avec traitement,
des congés de :

30 jours, du 17 décembre 1934 au 15 janvier 1935 in-
clus, au planton de 3^e classe ABALO MESSANVI Ferdi-
nand, en service au parquet à Lomé, pour en jouir au
Territoire;

30 jours, du 2 au 31 décembre 1934 inclus, au maître-
ouvrier de 7^e classe des travaux publics WILLIAM AME-
GANVI KOUÉVI, en service à l'école professionnelle de
Sokodé, pour en jouir à Anécho;

30 jours, du 1^{er} au 30 décembre 1934 inclus, au maître-
ouvrier de 7^e classe des travaux publics ASSOGBA, en
service à l'école professionnelle de Sokodé, pour en
jouir au Territoire;

30 jours, du 3 décembre 1934 au 1^{er} janvier 1935 inclus,
à l'ouvrier de 1^{re} classe des chemins de fer François II
MENSAH, en service à Lomé, pour en jouir à Blitta;

30 jours, du 2 au 31 décembre 1934 inclus, à l'ouvrier
de 8^e classe des chemins de fer COMJOVI KPOKLO, en
service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

29 novembre 1934. — Sont accordés avec traitement,
des congés de :

30 jours, du 1^{er} au 30 décembre 1934 inclus, à l'inter-
prète de 1^{re} classe PATY KOUASSI Daniel, en service au
cercle de Lomé pour en jouir à Agoué (Dahomey);

30 jours, du 1^{er} au 30 décembre 1934 inclus, au sur-
veillant de 2^e classe des P. T. T. AMEDOWOKPO NOUGBA-
LO, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

Une permission de 8 jours valable du 1^{er} au 8 décem-
bre 1934 inclus est accordée à l'infirmier de 5^e classe
AMOUSSOU Virgile, en service à Lomé, pour en jouir à
Grand-Popo (Dahomey).

Une permission de 15 jours valable du 30 novembre
au 14 décembre 1934 inclus, est accordée au moniteur
auxiliaire agricole de 5^e classe DOGBE Gottlieb, en ser-
vice à Lomé pour en jouir à Palimé (cercle de Klouto).

4 décembre 1934. — Sont accordés avec traitement,
des congés de :

30 jours, du 5 décembre 1934 au 3 janvier 1935 inclus,
au canotier de 1^{re} classe DRAFO NIALÉTÉ, en service à
Lomé, pour en jouir au Territoire;

30 jours, du 15 décembre 1934 au 13 janvier 1935 inclus, à l'ouvrier de 3^e classe ADOTEVI Joseph, en service au chemin de fer à Lomé pour en jouir au Territoire;

30 jours, du 10 décembre 1934 au 8 janvier 1935 inclus, au maître-ouvrier de 6^e classe DANIEL AMOSSOU, en service au chemin de fer à Lomé pour en jouir au Territoire;

30 jours, du 17 décembre 1934 au 15 janvier 1935 inclus, au préposé des douanes de 7^e classe PANOU Mathieu, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire;

30 jours, du 20 décembre 1934 au 19 janvier 1935 inclus, au chef de train de 8^e classe FOLIKOU Robert, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire;

30 jours, du 29 décembre 1934 au 27 janvier 1935 inclus, au maître-ouvrier de 7^e classe DO REGO SEIDOU, en service à l'école professionnelle de Sokodé, pour en jouir au Territoire.

Passage

Par décision du :

21 novembre 1934. — Une réquisition de passage, de Lomé à Bordeaux, en entrepont (4^e catégorie indigène), est accordée à l'infirmier de 3^e classe ZEKPA Samuel, sur s/s *Brazza*, attendu à Lomé, vers le 21 novembre 1934.

Une avance de solde de deux mois sera accordée à l'infirmier de 3^e classe ZEKPA Samuel.

Sanctions disciplinaires

Par décisions des :

26 novembre 1934. — Une punition de 4 jours de suspension de solde est infligée à chacun des agents indigènes dont les noms suivent :

Simon François KOUSSI, mécanicien-conducteur d'automobiles de 3^e classe, en service au garage central, pour négligence dans le service et mauvais entretien de son véhicule automobile.

HOLLOR Emmanuel, mécanicien-conducteur d'automobiles de 5^e classe, en service au garage central, pour inexécution d'ordre reçu et paresse au travail.

3 décembre 1934. — Une punition de quatre jours de suspension de solde est infligée au mécanicien-conducteur d'automobiles de 3^e classe AMOUSSOU AFANOU Ambroise, en service au garage central, pour mauvais entretien de son véhicule automobile.

7 décembre 1934. — Une punition de 4 jours de retenue de solde est infligée à l'interprète principal de 5^e classe ANTHONY AGBOFOU, en service à Atakpamé, pour négligence dans le service et incorrection.

Indemnité de transport

Par décision du :

30 novembre 1934. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 6 francs par mois prévue par les arrêtés des 14 février et 31 mai 1934, est accordé à l'aide-médecin de 3^e classe EKUE-APPA FOLI Blaise, chargé du dispensaire de Mission-Tové (cercle de Lomé).

Divers

Par décision du :

28 novembre 1934. — M. ATAYI John, sera soumis pour les déplacements et l'hospitalisation, à la réglementation applicable aux agents des cadres locaux indigènes du Togo, (1^{re} catégorie indigène).

FORCES DE POLICE

1^{re} — Compagnie de milice :

Rengagement

Par arrêté du :

1^{er} décembre 1934. — Est rengagé pour 1 an à compter du 16 décembre 1934, le sergent BAMA, N^o Mle M/197/A. T., de la 4^e section de milice Anécho.

Affectations

Sont affectés à compter du 1^{er} décembre 1934 :

a) — A la compagnie de milice Lomé :

DIMBA, milicien 2^e classe, Mle M/305/A. S., de la 4^e section milice Anécho.

b) — A la 4^e section de milice Anécho :

GUIDOTE, stagiaire catégorie A. N^o Mle M/351/A. D., de la P. C. Lomé.

Agrément de stagiaires

Sont agréés à compter du 1^{er} décembre 1934 :

Comme stagiaire catégorie A :

ADAMOU DOUROU, ex-T.S.

Comme stagiaire catégorie B :

Michel LAMPOH,
Philippe BOKNER,
CADAM MANGO,
YANDE,
LAKOUGNOUHAN II,
YAGBA.

2^e — Garde indigène :

Rengagements

Sont rengagés pour 1 an à compter du 10 décembre 1934 :

BADJOUSSEM, garde 2^e classe, Mle 658, du peloton d'Anécho.

AKONASSO, garde 2^e classe, Mle 659, du peloton d'Anécho.

AKEVI, garde 2^e classe, Mle 661, du peloton de Sokodé.

YENTE, garde 2^e classe, Mle 663, du peloton d'Atakpamé.

Punitions

Une punition de 15 jours de prison avec retenue de solde, pour « négligence grave en service », est infligée à chacun des gardes dont les noms suivent :

BADEMA, garde 2^e classe, N° Mle 283, du peloton de Lomé.

DAGO, garde 2^e classe, N° Mle 807, du peloton de Lomé.

Licenciements

a) — Est licencié à compter du 1^{er} décembre 1934, le garde de 2^e classe NATA, N° Mle 816, du peloton de Lomé pour « mauvaise conduite habituelle ».

b) — Est licencié à compter du 23 décembre 1934, le garde de 2^e classe AGBANTO, N° Mle 793, du peloton de Lomé pour « inaptitude physique ».

Une indemnité de licenciement égale à 1 mois de solde de présence est accordée à l'intéressé en vertu de l'article 6 de l'arrêté n° 66 du 31 janvier 1934.

CHEF DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL « AD HOC »

Par décision du :

3 décembre 1934. — M. MAHOUX Paul Louis, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives est nommé chef du secrétariat général « ad hoc » pour siéger à la séance du conseil d'administration du 3 décembre 1934.

COMMISSIONS

Par décisions des :

6 décembre 1934. — Une commission composée de :
M.M. DE ROUX, capitaine d'infanterie coloniale, commandant les forces de police du

Togo *Président*

MOAL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, } *Membres*

CONSO, adjoint des services civils, }

DESIRE, sergent-chef d'infanterie coloniale *Secrétaire*

se réunira le 21 décembre 1934 à 8 heures, au bureau militaire (gouvernement), en vue de l'établissement des propositions d'inscription au tableau d'avancement de la garde indigène (année 1935).

21 novembre 1934. — La commission de classement du personnel des trésoreries coloniales prévue à l'article 22 du décret du 6 août 1921 et composée de :

M.M. MAHOUX Paul Louis, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, délégué du Commissaire de la République *Président*

PRADIER, payeur de 2^e classe de la trésorerie du Togo, remplaçant le trésorier-payeur en congé, } *Membres*
PEGHOUX, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies, chef du bureau des finances,

DEBAX, commis principal de 4^e classe de la trésorerie du Togo.

GAUDONVILLE, adjoint principal de 1^{re} classe des services civils . . . *Secrétaire*
(sans voix délibérative),

se réunira au bureau du personnel le 1^{er} décembre 1934 à 9 heures 30, en vue de procéder à l'établissement du tableau d'avancement du personnel du cadre de la trésorerie du Togo pour l'année 1935.

COMMISSION DES MARCHÉS

Par décisions des :

4 décembre 1934. — Mr. MAHOUX, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives est nommé président de la commission des marchés ad hoc, en remplacement de Mr. FRÉAU, administrateur en chef des colonies pendant l'absence du Commissaire de la République.

26 novembre 1934. — Mr. PIC, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des affaires politiques, est nommé membre de la commission des marchés en remplacement de M. PEYROTTE.

CONSEIL DE CONTENTIEUX

Par décision du :

26 novembre 1934. — M. PIC Joseph, administrateur adjoint de 1^{re} classe des colonies est nommé secrétaire archiviste du conseil du contentieux administratif du Territoire, en remplacement de M. MOURAGUES, en instance de départ en congé.

Il aura droit en cette qualité à l'indemnité prévue par les arrêtés du 20 mai 1933 et du 7 novembre 1934.

CONSEILS DE NOTABLES

Par arrêté du :

20 novembre 1934. — Les pouvoirs du conseil de notables de Sansanné-Mango sont prorogés jusqu'au prochain renouvellement de cette assemblée.

ENSEIGNEMENT

Commission

Par décision du :

27 novembre 1934 — La commission chargée de faire subir les épreuves du concours d'admission en année préparatoire du cours complémentaire est composée comme suit :

M. M. IMBERT, chef du S^{co} de l'enseignement *Président*
 BERARD, élève-administrateur,
 KUTSCHENRITTER, directeur du centre
 scolaire et du cours complémentaire,
 PALLARES, instituteur au C. C.,
 R. P. RIEBSTEIN, supérieur de la mis- *Membres*
 sion catholique,
 D'ALMEIDA Alexandre, instituteur du
 cadre secondaire de l'A. O. F.,
 M^{me}. IMBERT, institutrice principale.

Cours complémentaire

Par décision du :

30 novembre 1934. — Sont admis au cours complémentaire, les élèves de l'année préparatoire dont les noms suivent :

SANVEE David
 Michel André
 AUBENAS François
 LAWSON Sophie
 SITT Jérémie
 MIKIN Michel, NICOUÉ
 COMLAN Alex
 KOUÉGAN Ambroise

CERTIFICAT D'ETUDES COMPLEMENTAIRES

(Session de 1934)

Liste des candidats admis classés par ordre de mérite

1^{er} N'SOUGAN ZOUMAVO
 2^e GNOFAN MANI
 3^e BYLL COMLANVI
 ex æquo 4^e { JOHNSON Patrice
 LAWSON Wouly
 6^e ANANOU Maximin
 7^e CLOCUH Salomon
 8^e LOUIS Henri
 9^e NAMORO KARAMOCO

ÉCOLES RÉGIONALES ET PRIVÉES

Liste des candidats admis

| | |
|-----------------------|---------------------------|
| ACHILLES Alexandre | Cours d'adultes Lomé |
| ADJÉTÉ EDOÉ | Ecole régionale Lomé |
| AKAKPO KODJOVI | Ecole régionale Lomé |
| AMOUZOU APOTÉ | Ecole régionale Anécho |
| AMUZU Claire | Mission protestante Lomé |
| ANTHONY Cornelius | Mission protestante Lomé |
| APETI Blaise | Ecole régionale Lomé |
| ATIOTGBE Etienne | Mission catholique Lomé |
| AZIABLE Andréas | Ecole régionale Lomé |
| DEH Emmanuel | Mission protestante Lomé |
| DOBOU Félix | Mission protestante Lomé |
| DOMINGO Félix | Mission catholique Anécho |
| DZIDO Michel | Mission catholique Lomé |
| FOLY KANGNI | Ecole régionale Lomé |
| GANFON Symphorien | Ecole régionale Lomé |
| GBAGUIDI AKLOBESSI | Ecole régionale Lomé |
| GBIKPI Vincentia | Ecole des Sœurs Anécho |
| GIMINIGA Manassé | Ecole régionale Lomé |
| GNEMEGNAN Etienne | Mission catholique Palimé |
| HOUÉTRO DOKLOU | Ecole régionale Anécho |
| Joseph MENSAH KLOUSSE | Cours d'adultes Lomé |
| ILOUDJE ABLONI | Ecole régionale Lomé |
| KOUGBÉADJO KÉKOU | Ecole régionale Lomé |
| KOUTA ANANI | Ecole régionale Lomé |
| KOUTODJO AYAYI | Ecole régionale Lomé |
| KPADÉNOU Gabriel | Ecole régionale Lomé |
| <u>KPOTSRA Gerson</u> | Mission protestante Lomé |
| KUAKUVI Julie | Ecole régionale Palimé |
| LAWSON Hélène | Ecole régionale Anécho |
| LAWSON Frida | Ecole régionale Lomé |
| MENSAH Emmanuel | Ecole régionale Lomé |
| MENSAH François | Mission Catholique Lomé |
| MICHEL Martin | Ecole régionale Anécho |
| MIKIN Pierre | Ecole régionale Lomé |
| NICOLAS Félix | Ecole régionale Lomé |
| SEDDO Franck | Ecole régionale Atakpamé |
| <u>SITT JAMBON</u> | Ecole régionale Lomé |
| TYPAM Paul | Mission catholique Palimé |
| TREZISE Ignace | Candidat libre Lomé |
| ZAGLI Dominique | Candidat libre Lomé |
| AMORIN Rose | Ecole des Sœurs Lomé |

CERTIFICAT D'ETUDES PRIMAIRES

(Session de 1934)

ÉCOLE EUROPÉENNE DE LOMÉ

Liste des candidates admises

CATHELIN Yvonne
 HABIB Rose
 SERRE Marcelle

JUSTICE INDIGÈNE

Par arrêtés des :

26 novembre 1934. — M. BERARD, élève administrateur des colonies, est nommé membre du tribunal colonial d'appel en remplacement de M. MOURAGUES administrateur-adjoint des colonies, en instance de départ en congé.

Il aura droit en cette qualité aux vacances prévues par les arrêtés du 20 mai 1933 et 24 novembre 1934.

30 novembre 1934. — M. le médecin capitaine des troupes coloniales SEGALÉN, chef de la subdivision sanitaire d'Atakpamé, est nommé assesseur près le tribunal criminel d'Atakpamé.

Il occupera sur la liste officielle la place laissée vacante par le départ du médecin capitaine THOMAS DURIS.

RETRAIT DE PERMIS DE CONDUIRE

Par arrêté du :

29 novembre 1934. — Est définitivement retiré le permis de conduire les automobiles qui avait été délivré au nommé DAUMERIE Jules, le 7 septembre 1931 (n° 527).

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par arrêté du :

5 décembre 1934. — La Société G.B. OLLIVANT est autorisée à tenir dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928 un dépôt de produits pharmaceutiques (liste n° 1) dans la boutique qu'elle possède à Lomé (rue d'Amoutivé) actuellement gérée par le nommé AKANYI GABA et dans celle qu'elle possède à Anécho (boutique n° 1) actuellement gérée par le nommé BYLL KOADJOVI John.

Est révoquée l'autorisation accordée au nommé Herman Francis FUMEY, par l'arrêté n° 648 du 29 décembre 1932.

Est révoquée l'autorisation accordée au nommé Joseph K. AYITSEDI, par l'arrêté n° 29 du 14 janvier 1933.

AVIS AUX PROPRIÉTAIRES DE VÉHICULES AUTOMOBILES

A compter du 1^{er} janvier 1935, la carte de permis de circulation sera trimestrielle et de couleur différente pour chaque trimestre.

Cette carte, délivrée sur le vu de la quittance constatant le paiement de la taxe, devra être fixée sur le pare-brise du véhicule ou, à défaut, en un endroit très apparent, visible de l'extérieur du véhicule.

Lorsque l'assujetti effectuera en une seule fois le paiement de la taxe annuelle, il lui sera remis les permis de circulation pour tous les trimestres à courir.

AVIS AUX NAVIGATEURS

N° 70. — Messieurs les navigateurs sont informés qu'à dater du 15 novembre le feu fixe vert situé à l'extrémité du wharf de Cotonou sera remplacé par un feu vert de 100 watts, à éclipses de 5 secondes et à période de 10 secondes.

N° 71. — Messieurs les navigateurs fréquentant le fleuve Sénégal sont informés que les signaux par pavillon exécutés par le sémaphore de la station de pilotage de la barre du Sénégal sont remplacés par les signaux volumétriques suivants :

| | |
|--------------------------|--------------------|
| Cône noir pointe en haut | : barre belle |
| Sphère noire | : barre mauvaise |
| Cône sur sphère | : entrée autorisée |
| Sphère sur cône | : sortie autorisée |

Les pilotes et la chaloupe, continueront à effectuer les signaux par pavillons, comme indiqués aux instructions nautiques n° 356 page 260.

N° 72. — Messieurs les navigateurs fréquentant le fleuve Sénégal sont informés que le vapeur « Henri Jean » est échoué sur la rive droite du fleuve, au point kilométrique 713,5 à 1 km. 500 environ à l'aval du village de Ouaoundé.

N° 73. — Messieurs les navigateurs fréquentant la rivière Casamance sont informés que la bouée d'atterrissage à sifflet de la Passe Nord, et la bouée n° 3 de la Passe Sud, signalées disparues respectivement le 23 juin et le 16 août 1934, ont été remises en place.

N° 74. — Remplacement du feu fixe vert du wharf de Cotonou par un feu de port à éclipse — Complément à l'avis n° 70.

Les caractéristiques du nouveau feu sont les suivantes :

| | |
|------------|--|
| Nature | : feu de 200 m/m électrique de 100 watts à éclipse de 5 secondes, période 10 secondes. |
| Coloration | : vert. |
| Hauteur | : au-dessus du plancher du wharf 4 m au-dessus des hautes mers 8 m. 50 |
| Position | : extrémité du wharf et dans l'axe longitudinal de la plateforme de l'ouvrage. |

AVIS

Aux compagnies d'assurance

L'administration attire l'attention des compagnies d'assurance et des assureurs sur les prescriptions de l'arrêté du 21 septembre 1934, et notamment sur l'obligation où ils sont de se conformer avant le 1^{er} janvier 1935 aux dispositions des articles 13 et 14 dudit texte, à savoir :

1° — Faire une déclaration au bureau de l'enregistrement indiquant : nature des opérations, raison sociale, nom du directeur ou courtier.

2° — Faire agréer un représentant personnellement responsable des droits et amendes.

La liste des sociétés et assureurs agréés doit être publiée au Journal Officiel dans le courant du mois de janvier.

WHARF DE LOMÉ

Enregistrement des bagages

L'enregistrement des bagages pour les paquebots sera désormais soumis à la réglementation suivante.

Messieurs les passagers sont priés de s'y conformer :

1°) Les bagages seront présentés pour l'enregistrement dans le magasin des douanes les jours et heures indiqués ci-après :

a) *la veille du départ pendant les heures normales de travail*, pour les paquebots de passage à Lomé entre 8 heures et midi.

b) *de 8 heures à 12 heures*, pour les paquebots de passage à Lomé dans le courant de l'après-midi.

2°) Conformément à la circulaire N° DS. 2586 du 17 octobre 1934 de M. le chef des services du chemin de fer et du wharf, les fonctionnaires sont tenus de présenter, en même temps que leurs bagages, leur réquisition de transport *sans laquelle l'enregistrement ne peut avoir lieu*.

3°) Nul ne pourra s'embarquer sans avoir réglé :

a) à l'agent chargé de l'enregistrement le prix du transport de ses bagages (pour les fonctionnaires voyageant sur réquisition, la surtaxe provenant d'excédent de poids le cas échéant).

Il lui sera délivré un reçu constatant le paiement effectué.

b) au bureau de l'entrée du wharf le prix de son transport à bord (ticket de passage).

4°) L'agent de service à l'extrémité du wharf ne pourra autoriser l'embarquement que sur le vu du ticket de passage et du reçu dont il a été question ci-dessus.

Les fonctionnaires remettront à cet agent leur réquisition de transport.

Ces dispositions seront mises en application à partir du « *Banfora* » du 24 décembre 1934.

Lomé, le 12 décembre 1934.

*L'ingénieur des ponts et chaussées
Chef des services du chemin de fer et du wharf,*

LESCANNE.

DOMAINES

Avis de demandes d'immatriculation

au livre foncier du cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 950, déposée le 24 novembre 1934, le sieur Godfried Anani Edorh profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 2 ares 40 centiares situé à Lomé quartier n° 6, (cercle

de Lomé), et borné au nord et à l'est par un terrain domanial, au sud par terrain à Henry Amenuvor, à l'ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 951, déposée le 28 novembre 1934, le sieur Nathan Anani Fiadjigbey profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3 ares 87 centiares situé à Lomé, quartier n° 10, (cercle de Lomé), et borné au nord par un passage le séparant du terrain à Ousoukpé Kagnivi, à l'est par la rue de la Marne, au sud par la rue Jean Bart, à l'ouest par terrain à Adabunu.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 952, déposée le 28 novembre 1934, le sieur Avadji Segbaya profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, d'une contenance totale de 7 ares 87 centiares situé à Lomé, quartier n° 1, (cercle de Lomé), et borné au nord par terrain à Mensah Tohonu et William Forson, à l'est par terrain à Anani d'Almeida et un passage, au sud par terrain à Djabaku, Salu Pius, Epiphany Olympio, à l'ouest par terrain à Nelson Tamakloé et J. A. Blagogee.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 953, déposée le 28 novembre 1934, le sieur Andreas Labouh profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, portant une construction à usage de magasin de vente en briques crues couverte en tôles; d'une contenance totale de 12 ares 32 centiares situé à Agbeluvhoé, subdivision de Tsévié, (cercle de Lomé), et borné au nord par la route de Gapé, à l'est par la rue du marché, au sud par terrain à Joseph Kubadji, à l'ouest par l'emprise du chemin de fer.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 954, déposée le 28 novembre 1934, le sieur Raymond Ayité Gaba, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant tant en son nom personnel en qualité de copropriétaire que comme administrateur des biens dépendant de la succession de feu Amoko Huledé et de feu Samuel Kue Gaba et au nom des ci-après nommés composant les ayants-droit à la dite succession :

a) Moïse Ayité Gaba, employé de commerce à Accra.

b) Suzanne Dédé Gaba, sans profession à Lomé.

a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, portant diverses cases indigènes à usage d'habitation, d'une contenance totale de 33 ares 47 centiares situé à Lomé, quartier n° 4, (cercle de Lomé), et borné au nord par la rue Alsace-Lorraine, à l'est par terrain à Clemens Ameyah et Cypriano Adjayi, au sud par terrain à Bruce Daniel, Alfred Wilson, Odamtten et Simtimo Olympio, à l'ouest par la rue Jeanne d'Arc.

Il déclare que ledit immeuble appartient aux ayants-droit sus-désignés et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au livre foncier du cercle d'Anécho

Suivant réquisition, n° 955, déposée le 28 novembre 1934, le sieur Raymond Ayité Gaba, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant tant en son nom personnel en qualité de copropriétaire que comme administrateur des biens dépendant de la succession de feu Amoko Huledé et de feu Samuel Kue Gaba et au nom des ci-après nommés composant les ayants-droit à la dite succession :

a) Moïse Ayité Gaba, employé de commerce à Accra.

b) Suzanne Dédé Gaba, sans profession à Lomé.

a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Anécho, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, portant diverses cases indigènes à usage d'habitation, d'une contenance totale de 16 ares 26 centiares situé à Anécho, quartier Djossi, (cercle d'Anécho), et borné au nord par terrain à Fosu Lawson, à l'est par terrain à Huanu et Akakpo Sitti, au sud par la rue allant vers Badji et un terrain à Huledé, à l'ouest par la place publique et une rue conduisant à la lagune.

Il déclare que ledit immeuble appartient aux ayants-droit sus-désignés et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au livre foncier du cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 956, déposée le 1^{er} décembre 1934 le sieur Joseph Tigoué profession d'infirmier du cadre local, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 3 ares 42 centiares situé à Lomé, quartier n° 10, (cercle de Lomé), et borné au nord par un passage, à l'est par terrain à Charles da Silveira, au

sud par la concession de la Mission Catholique, à l'ouest par terrain à Essien Kouakou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 957, déposée le 5 décembre 1934 le sieur Jean Goerk profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 3 ares 48 centiares situé à Lomé, quartier n° 10, (cercle de Lomé), et borné au nord par terrain à Sassu Akapko et un passage, à l'est et à l'ouest par terrain à Adabunu, au sud par la rue Jean Bart.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière, p. i.

LESTRADE.

Avis de bornages

Le mardi 15 janvier 1935 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 2, (cercle de Lomé), consistant en un terrain urbain, en partie bâti, en forme de quadrilatère irrégulier portant diverses constructions, à usage d'habitation de boutiques et annexes, construites en briques de ciment, couvertes en tôles, d'une contenance de 14 ares 51 centiares, et borné au nord par la rue du lieutenant Thompson, à l'est par la rue d'Amutivé, au sud par l'avenue Foch, à l'ouest par terrain à Ahyee et terrain aux héritiers Trezise, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Heleias da Costa Soarès, propriétaire demeurant à Porto-Novo (Dahomey), agissant en qualité de mandataire des héritiers de feu Ignacio Trezise suivant réquisition du 16 octobre 1934, n° 938.

Le mardi 15 janvier 1935 à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 2, (cercle de Lomé), consistant en un terrain urbain, bâti, non en dur, en forme de quadrilatère irrégulier portant des constructions en terre de barre à usage d'habitation, d'une contenance de 2 ares 83 centiares, et borné au nord par la rue du lieutenant Thompson, à l'est par terrain à Trezise, au sud et à l'ouest par terrain à Ahyee, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Helcias da Costa Soarès, propriétaire demeurant à Porto Novo (Dahomey), agissant en qualité de mandataire des héritiers de feu Ignacio Trezise suivant réquisition du 16 octobre 1934, n° 939.

Le mercredi 16 janvier 1935 à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Aplayiho, (cercle d'Anécho), consistant en un terrain urbain, en partie bâti, en forme de polygone irrégulier, portant des constructions en dur, à usage d'habitation, d'une contenance de 7 ares 06 centiares, et borné au nord par la rue de la lagune, à l'est et au sud par terrain à la famille d'Almeida, à l'ouest par terrain à Wilson, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Helcias da Costa Soarès, propriétaire demeurant à Porto-Novo (Dahomey), agissant en qualité de mandataire des héritiers de feu Ignacio Trezise suivant réquisition du 16 octobre 1934, n° 940.

Le lundi 21 janvier 1935 à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeu-

ble situé à Lama-Kara, chef-lieu de la subdivision, (cercle de Sokodé), consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de 10 hectares 78 ares 03 centiares, et borné de toutes parts par des terrains appartenant audit chef Palanga et traversé par un sentier, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Palanga, profession de chef supérieur des Cabrais, demeurant et domicilié à Lama-Kara, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 16 octobre 1934, n° 941.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le conservateur de la propriété foncière, p. i.

LESTRADE.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

Climatologie ⁽¹⁾

OCTOBRE 1934

16 décembre 1934

JOURNAL OFFICIEL DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

637

| DATES | LOMÉ | | | NUATJA | | | ATAKPAMÉ | | | PALIMÉ | | | MISAHOÉ | | | SOKODÉ | | | PAGOUDA | | | MANGO | | | DAPANGO | |
|-------|--------------|-------------|-------------|-------------|------|-------|----------|------|-------|--------|------|-------|---------|------|-------|--------|------|-------|---------|------|-------|-------|------|-------|---------|-------|
| | (2) Pres. | (3) Temp | (4) Hygr | (5) Pres | Temp | Hygr. | Pres. | Temp | Hygr. | Pres. | Temp | Hygr. | Pres. | Temp | Hygr. | Pres. | Temp | Hygr. | Pres. | Temp | Hygr. | Pres. | Temp | Hygr. | Temp | Hygr. |
| 1 | 13,3 | 20,6 | 81 | 96,1 | 25,8 | 87 | | 25,6 | 83 | 87,1 | 26,7 | 81 | 66,0 | 23,1 | 82 | 66,7 | 26,0 | 77 | 65,7 | 26,3 | 73 | 99,1 | 27,2 | 75 | 29,2 | 82 |
| 2 | 13,1 | 20,2 | 82 | 97,0 | 20,2 | 91 | 74,9 | 22,0 | 95 | 88,1 | 24,1 | 78 | 66,9 | 24,2 | 81 | 66,7 | 23,2 | 74 | 66,2 | 25,4 | 81 | 99,3 | 27,4 | 67 | 28,2 | 77 |
| 3 | 13,8 | 21,5 | 86 | 96,3 | 26,0 | 85 | 74,7 | 25,1 | 90 | 87,8 | 26,3 | 82 | 67,0 | 25,6 | 82 | 66,5 | 23,6 | 84 | 66,9 | 25,1 | 74 | 99,5 | 25,4 | 72 | 27,6 | 77 |
| 4 | 14,1 | 26,3 | 83 | 96,9 | 26,0 | 80 | 75,1 | 26,1 | 83 | 88,3 | 27,6 | 71 | 67,3 | 25,8 | 75 | 66,3 | 24,7 | 76 | 66,9 | 23,7 | 75 | 99,7 | 27,6 | 70 | 29,0 | 70 |
| 5 | 14,5 | 25,8 | 85 | 96,6 | 27,1 | 79 | 75,1 | 26,7 | 87 | 88,7 | 27,3 | 78 | 68,1 | 26,0 | 83 | 66,2 | 25,0 | 73 | 66,3 | 27,0 | 68 | 98,9 | 29,0 | 63 | 30,1 | 72 |
| 6 | 13,7 | 25,1 | 84 | 96,6 | 25,6 | 88 | 74,7 | 23,7 | 83 | 88,2 | 25,2 | 81 | 67,6 | 23,5 | 86 | 65,7 | 23,7 | 73 | 66,8 | 26,6 | 64 | 98,5 | 28,7 | 70 | 28,7 | 78 |
| 7 | 13,0 | 26,4 | 84 | 95,8 | 26,7 | 80 | 74,2 | 26,8 | 83 | 87,1 | 27,1 | 72 | 67,0 | 26,6 | 76 | 64,9 | 26,5 | 72 | 63,3 | 28,0 | 67 | 98,6 | 28,5 | 70 | 39,0 | 76 |
| 8 | 12,9 | 25,0 | 84 | 95,4 | 25,1 | 83 | 73,5 | 22,9 | 80 | 87,0 | 26,1 | 78 | 67,0 | 25,7 | 83 | 64,7 | 23,4 | 73 | 65,3 | 26,4 | 65 | 97,9 | 27,8 | 63 | 28,5 | 66 |
| 9 | 12,1 | 26,9 | 83 | 95,5 | 26,8 | 83 | 74,2 | 25,1 | 87 | 86,7 | 27,0 | 60 | 66,6 | 26,0 | 77 | 64,1 | 25,0 | 75 | 64,6 | 28,0 | 72 | 97,4 | 28,3 | 74 | 29,2 | 72 |
| 10 | 11,8 | 26,2 | 83 | 95,1 | 25,8 | 83 | 71,9 | 23,6 | 87 | 83,8 | 26,1 | 74 | 65,4 | 24,9 | 82 | 63,9 | 26,5 | 73 | 64,7 | 27,2 | 86 | 98,1 | 27,6 | 77 | 28,5 | 72 |
| 11 | 11,7 | 26,4 | 84 | 95,1 | 26,5 | 93 | | 26,0 | 84 | 85,9 | 27,6 | 78 | 65,8 | 26,3 | 87 | 63,8 | 24,2 | 88 | 64,5 | 24,9 | 83 | 97,7 | 28,0 | 81 | 27,4 | 81 |
| 12 | 11,3 | 24,6 | 91 | 93,4 | 25,0 | 80 | | 25,2 | 87 | 83,0 | 26,2 | 88 | 63,8 | 25,1 | 84 | 63,7 | 23,5 | 81 | 64,3 | 26,0 | 75 | 97,3 | 28,5 | 73 | 26,9 | 79 |
| 13 | 11,6 | 25,5 | 86 | 94,7 | 24,8 | 88 | 72,5 | 25,3 | 83 | 83,4 | 26,4 | 73 | 63,2 | 25,5 | 89 | 63,1 | 25,5 | 74 | 63,6 | 26,7 | 71 | 97,0 | 28,7 | 63 | 28,7 | 72 |
| 14 | 12,7 | 24,8 | 89 | 95,8 | 24,8 | 83 | 73,7 | 24,4 | 81 | 87,0 | 25,4 | 82 | 66,9 | 24,3 | 68 | 64,5 | 24,6 | 83 | 65,1 | 26,3 | 83 | 98,1 | 27,0 | 71 | 27,7 | 78 |
| 15 | 11,7 | 25,3 | 80 | 94,0 | 26,2 | 88 | 73,0 | 24,7 | 84 | 85,8 | 27,0 | 78 | | 25,7 | 85 | 65,5 | 24,1 | 74 | 64,2 | 26,3 | 74 | 96,9 | 28,0 | 63 | 27,5 | 77 |
| 16 | 11,5 | 25,8 | 85 | 94,3 | 26,6 | 80 | 71,9 | 25,6 | 77 | 85,7 | 26,8 | 80 | 64,9 | 25,5 | 84 | 63,3 | 25,1 | 77 | 63,5 | 27,8 | 78 | 96,1 | 29,1 | 79 | 27,1 | 76 |
| 17 | 12,2 | 26,1 | 82 | 93,8 | 24,3 | 90 | 71,7 | 26,2 | 83 | 86,5 | 25,9 | 88 | 63,1 | 24,6 | 91 | 63,7 | 24,2 | 87 | 64,5 | 27,0 | 84 | 97,1 | 27,5 | 82 | 23,1 | 90 |
| 18 | 13,0 | 26,5 | 80 | | 26,2 | 94 | 72,2 | 24,8 | 83 | 86,9 | 26,4 | 84 | 66,2 | 25,2 | 88 | 64,5 | 24,0 | 81 | 65,3 | 26,9 | 72 | 97,8 | 27,5 | 67 | 27,2 | 76 |
| 19 | 13,0 | 24,2 | 86 | | 25,6 | 89 | 72,9 | 25,6 | 79 | 87,0 | 26,2 | 79 | 66,7 | 25,5 | 87 | 66,6 | 23,3 | 80 | 65,4 | 27,2 | 72 | 97,4 | 27,0 | 74 | 25,9 | 78 |
| 20 | 12,6 | 26,4 | 85 | 95,5 | 26,7 | 90 | 72,3 | 25,2 | 80 | 86,5 | 27,0 | 72 | 66,6 | 26,1 | 76 | 66,6 | 24,7 | 76 | 65,0 | 26,9 | 78 | 96,6 | 27,6 | 68 | 27,5 | 78 |
| 21 | 12,8 | 27,0 | 83 | 96,5 | 26,0 | 86 | 72,2 | 24,5 | 85 | 86,7 | 26,4 | 80 | 63,8 | 24,7 | 83 | 66,7 | 24,2 | 84 | 63,3 | 24,8 | 76 | 97,1 | 28,1 | 64 | 26,6 | 71 |
| 22 | 11,9 | 26,3 | 83 | 94,9 | 26,5 | 89 | 72,6 | 25,2 | 76 | 83,9 | 27,3 | 71 | 65,3 | 25,8 | 78 | 66,1 | 25,6 | 82 | 63,9 | 26,7 | 80 | 96,7 | 28,3 | 64 | | |
| 23 | 10,6 | 25,8 | 86 | 91,7 | 27,1 | 90 | 71,1 | 25,6 | 71 | 84,9 | 27,4 | 73 | 64,3 | 25,8 | 76 | 65,0 | 23,7 | 84 | 63,3 | 23,4 | 81 | 97,0 | 23,7 | 74 | | |
| 24 | 11,5 | 26,0 | 87 | 93,1 | 24,3 | 90 | 70,7 | 25,0 | 69 | 85,4 | 26,8 | 67 | 64,5 | 26,2 | 73 | 65,1 | 24,5 | 80 | 63,9 | 26,1 | 75 | 97,7 | 26,9 | 70 | | |
| 25 | | 26,1 | 86 | 93,7 | 26,3 | 86 | 72,0 | 25,8 | 79 | 86,3 | 26,6 | 79 | 65,4 | 26,3 | 82 | 66,5 | 22,8 | 91 | 65,3 | 25,9 | 82 | 98,7 | 25,3 | 79 | | |
| 26 | | 26,3 | 82 | 96,5 | 26,3 | 79 | 72,5 | 25,3 | 75 | 87,3 | 26,1 | 75 | 66,1 | 24,8 | 78 | 67,1 | 24,0 | 85 | 65,7 | 25,9 | 66 | 98,9 | 26,8 | 69 | | |
| 27 | 12,6 | 26,2 | 83 | 95,8 | 25,1 | 80 | 73,5 | 25,2 | 71 | 80,5 | 26,7 | 75 | 65,9 | 26,5 | 80 | 63,9 | 25,5 | 80 | 63,1 | 27,4 | 73 | 98,3 | 27,6 | 67 | | |
| 28 | 11,8 | 26,3 | 83 | 93,7 | 27,9 | 88 | 72,6 | 26,7 | 73 | 85,8 | 26,3 | 76 | 65,4 | 26,1 | 76 | 63,3 | 25,6 | 81 | 64,1 | 27,8 | 68 | 97,4 | 27,0 | 62 | | |
| 29 | 12,6 | 26,4 | 83 | 93,4 | 26,8 | 83 | 74,2 | 24,7 | 71 | 87,0 | 27,0 | 74 | 66,6 | 25,9 | 77 | 66,5 | 25,2 | 84 | 64,5 | 27,7 | 80 | | | | | |
| 30 | 12,7 | 26,6 | 84 | 96,5 | 27,3 | 85 | 73,1 | 26,1 | 79 | 87,0 | 27,0 | 79 | 66,9 | 25,7 | 88 | 66,7 | 26,7 | 84 | 63,4 | 27,3 | 68 | | | | | |
| 31 | 13,0 | 26,4 | 83 | 97,3 | 26,8 | 86 | 73,5 | 25,3 | 71 | 87,3 | 27,2 | 70 | 66,1 | 26,6 | 76 | 66,3 | 26,7 | 84 | 63,4 | 27,0 | 72 | | | | | |
| Moy. | 12,8 | 25,8 | 85 | 96,7 | 26,1 | 86 | 73,1 | 25,3 | 81 | 86,7 | 26,6 | 77 | 66,2 | 25,6 | 82 | 63,6 | 24,7 | 80 | 64,9 | 26,5 | 74 | 97,9 | 27,5 | 70 | 27,9 | 76 |

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %.

Pluviométrie ⁽⁶⁾

| DATES | LOMÉ | TSEVIÉ | ANÉCHO | PALIMÉ | MISAHOÉ | NUATJA | ATAKPAMÉ | KLABÉ | YEGUÉ | SOKODÉ | BASSARI | PAGOUDA | MANGO | DAPANGO |
|-------|-------|--------|--------|--------|---------|--------|----------|-------|-------|--------|---------|---------|-------|---------|
| 1 | | | | 7,5 | 0,6 | | | 2,7 | 0,5 | 15,6 | 5,0 | | | |
| 2 | | 11,5 | | | | 7,0 | | | | 6,2 | 10,3 | 23,7 | | |
| 3 | 28,1 | | 12,3 | 2,3 | 2,7 | 1,0 | 20,0 | 1,3 | 11,0 | 3,7 | 21,0 | 5,7 | | |
| 4 | | | | | | | | | | | | | | |
| 5 | 11,5 | 23,0 | 2,8 | | 8,7 | 30,0 | 60,0 | 0,2 | 9,0 | | | | | G |
| 6 | | | | | | | | 4,1 | 13,0 | | | | | |
| 7 | 16,1 | 14,3 | | | | 42,0 | 10,0 | | 7,0 | 5,0 | 19,0 | | | |
| 8 | | | | 7,5 | 3,7 | | | G | 11,0 | | | | | |
| 9 | | | | 27,5 | 15,0 | 22,0 | | 1,2 | 15,7 | | | 5,5 | 6,7 | |
| 10 | | 3,5 | | 21,0 | 3,0 | 8,0 | 10,0 | 6,8 | 21,2 | 10,0 | | 43,3 | 9,9 | 2,5 |
| 11 | 0,7 | 7,0 | | 28,0 | 2,0 | 53,0 | 45,0 | 37,7 | 33,0 | 45,0 | 8,0 | | 12,3 | |
| 12 | 3,6 | 6,7 | 12,0 | 22,0 | | 7,0 | | 5,6 | 12,0 | | | | | |
| 13 | 95,3 | 84,0 | | 22,5 | 39,6 | | | 4,8 | | | | | 13,6 | 1,7 |
| 14 | 1,1 | | 23,0 | | | 18,0 | | | 22,0 | 20,0 | 20,3 | 10,7 | | 15,5 |
| 15 | | 2,3 | | | 11,7 | | | 8,6 | 9,5 | | | | 1,5 | 1,8 |
| 16 | G | | | | | | | 48,1 | 20,3 | 5,0 | 7,2 | | 28,7 | |
| 17 | | | | 3,7 | | 7,0 | 20,0 | 14,7 | 17,0 | 57,5 | 63,6 | 13,7 | 22,9 | 65,7 |
| 18 | G | | | 3,0 | 9,8 | 0,5 | | 2,3 | 16,0 | | 3,0 | | 13,1 | |
| 19 | | | | | | 1,0 | | | | | 2,5 | 5,7 | | |
| 20 | | | | | | | | 0,2 | 0,3 | 11,1 | | 8,7 | | |
| 21 | | | | | | 3,0 | | 7,4 | | | | 3,7 | | |
| 22 | | | | | | | | 0,2 | | | | | | |
| 23 | | | | | | | | 3,3 | 2,0 | | | | | |
| 24 | | | | | | 4,0 | | 3,1 | | | | 18,5 | 19,0 | 12,8 |
| 25 | 1,3 | 5,1 | 29,0 | 13,0 | 23,5 | 35,0 | 12,5 | 3,0 | 5,0 | 5,6 | | 9,5 | | |
| 26 | | | | | | | | | | | | | | |
| 27 | | | | | | | | G | | | 7,0 | | | G |
| 28 | | 2,5 | | | | | | | 33,0 | | 48,0 | | | G |
| 29 | | | | | | G | 11,0 | | | | 5,5 | | | G |
| 30 | | 6,0 | | | | 16,0 | 1,0 | G | | | | | | |
| 31 | 25,8 | | | | | | | | | | 36,0 | | | |
| TOTAL | 183,5 | 165,9 | 79,1 | 158,0 | 120,3 | 254,5 | 189,5 | 155,3 | 258,5 | 184,7 | 256,4 | 148,7 | 127,7 | 100,0 |

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres.

G: Gouttes.

**ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho
pendant le mois de Novembre 1934**

| NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES | PAVILLON | DATES | | TONNAGE NOMINAL | EQUIPAGE | TONNAGE | |
|--|------------|------------|------------|--------------------|----------|-----------|----------|
| | | D'ARRIVÉE | DE DÉPART | | | DÉBARQUÉ | EMBARQUÉ |
| 253-Carnia Trieste-Durban | Italien | 2. 11. 34 | 2. 11. 34 | 3.378 | 43 | 50.363 | — |
| 254-Touareg Marseille-Douala | Français | —do— | —do— | 3.122 | 73 | 38.979 | — |
| 255-Medjerda Dunkerque-Pte. Noire | —do— | 5. 11. 34 | 5. 11. 34 | 2.648 | 28 | 26.400 | — |
| 256-Amérique Pte. Noire-Bordeaux | —do— | 7. 11. 34 | 7. 11. 34 | 4.867 | 144 | — | 33.903 |
| 257-Brazza Bordeaux-Pte. Noire | —do— | —do— | —do— | 6.086 | 139 | 1.577 | — |
| 258-St. Octave Anvers-Pte. Noire | —do— | 8. 11. 34 | 12. 11. 34 | 3.169 | 35 | 1.339.574 | — |
| 259-Touareg Douala-Marseille | —do— | 10. 11. 34 | 10. 11. 34 | 3.122 | 73 | 0.313 | 931.896 |
| 260-Eimpark Bucutu-Hambourg | Anglais | 12. 11. 34 | 16. 11. 34 | 3.120 | 37 | — | 979.639 |
| 261-Christel Vinnen Aalborg-Douala | Allemand | 13. 11. 34 | 13. 11. 34 | 1.313 | 17 | 205.038 | — |
| 262-Deldo Liverpool-Douala | Anglais | —do— | —do— | 2.122 | 37 | 73.720 | 1.451 |
| 263-Canada Marseille-Douala | Français | 15. 11. 34 | 15. 11. 34 | 5.668 | 163 | 27.725 | — |
| 264-Ouémé Pte. Noire-Marseille | —do— | 17. 11. 34 | 17. 11. 34 | 2.417 | 45 | — | 87.112 |
| 265-Chelma Marseille-Pte. Noire | —do— | —do— | —do— | 3.106 | 42 | 190.861 | — |
| 266-Lagosian Bucutu-Rotterdam | Anglais | 19. 11. 34 | 20. 11. 34 | 3.364 | 34 | — | 369.684 |
| 267-Laffan Liverpool-Opobo | —do— | 20. 11. 34 | —do— | 2.270 | 35 | 135.237 | — |
| 268-Maaskerk Hambourg-Douala | Hollandais | —do— | —do— | 2.447 | 67 | 37.533 | — |
| 269-Foucauld Bordeaux-Pte. Noire | Français | 21. 11. 34 | 21. 11. 34 | 6.599 | 159 | 1.643 | 1.772 |
| 270-Brazza Pte. Noire-Bordeaux | —do— | —do— | —do— | 6.086 | 139 | — | 26.648 |
| 271-Ft. de Troyon Dunkerque-Pte. Noire | —do— | 22. 11. 34 | 24. 11. 34 | 3.114 | 38 | 926.364 | 0.107 |
| 272-Tombouctou Marseille-Douala | —do— | 23. 11. 34 | 23. 11. 34 | 3.262 | 43 | — | 332.082 |
| 273-Robert Holt Douala-Hambourg | Anglais | 24. 11. 34 | 24. 11. 34 | 1.797 | 39 | — | 51.873 |
| 274-Thomas Holt Rotterdam-Douala | —do— | 26. 11. 34 | 26. 11. 34 | 2.191 | 40 | 111.717 | — |
| 275-Canada Douala-Marseille | Français | 27. 11. 34 | 27. 11. 34 | 5.668 | 163 | — | 135.688 |
| 276-Ft. Binger Pte. Noire-Hambourg | Français | 29. 11. 34 | 29. 11. 34 | 3.123 | 38 | — | 878.682 |
| 277-Hoggar Marseille-Douala | —do— | 30. 11. 34 | 30. 11. 34 | 3.109 | 73 | 22.211 | — |
| 278-New-Texas Philadelphie-Opobo | —do— | —do— | en rade | 4.044 | 49 | 150.808 | — |

PORT D'ANÉCHO

| Noms, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES | PAVILLON | DATES | | TONNAGE NOMINAL | ÉQUIPAGE | TONNAGE | |
|--|----------|------------|------------|--------------------|----------|----------|----------|
| | | D'ARRIVÉE | DE DÉPART | | | DÉBARQUÉ | REBARQUÉ |
| 9-Lagosian Burutu-Rotterdam, | Anglais | 17. 11. 34 | 19. 11. 34 | 3.364 | 34 | — | 398.480 |
| 10-Tombouctou Marseille-Douala | Français | 24. 11. 34 | 24. 11. 34 | 3.262 | 43 | — | 102.000 |

Lomé, le 1^{er} Décembre 1934.

Le Chef du Service des Douanes p. i.

Toqué

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare déclinier toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

XI^e FOIRE DU HAVRE

20 Avril — 5 Mai 1935.

La XI^e Foire du Havre, grande quinzaine coloniale, industrielle, commerciale et agricole, aura lieu du Samedi 20 Avril, veille de Pâques, au dimanche 5 Mai 1935.

Le vaste Palais des Expositions offrira aux visiteurs les stands des principales firmes de la région havraise de Paris et des provinces françaises.

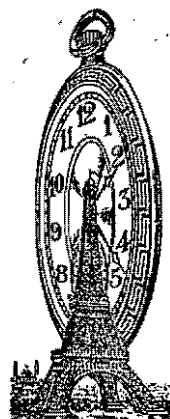
Déjà, de très nombreux emplacements sont retenus.

Tous les producteurs du sol, du sous-sol, de l'industrie et de la mer, auront intérêt à participer à cette manifestation qui, au cours des dix premières années, a marqué une évolution constante accentuant sans cesse sa force d'attraction.

Pour tous renseignements, s'adresser à M. le Président du Comité d'Organisation de la Foire du Havre, Hotel-de-Ville — Le Havre (Seine-Inf.)

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

"A la Tour Eiffel"

JOYEROT & JACOT

Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires.

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France

L'ALMANACH VERMOT EST PARU